Supplemento ordinario alla "Gazzetta Ufficiale" n. 7 dell'11 gennaio 1999 - Serie generale

Spediz. abb. post. 45% art. 2, comma 20/b
Legge 23-12-1996, n. 662 Filiale di Roma

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA **Roma - Lunedì, 11 gennaio 1999** SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI NON FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA UFFICIO PUBBLICAZIONE LEGGI E DECRETI VIA ARENULA 70 00100 ROMA
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO E ZECCA DELLO STATO LIBRERIA DELLO STATO PIAZZA G. VERDI 10 00100 ROMA CENTRALINO 85081

N. 5/L

LEGGE 15 dicembre 1998, n. **464**.

Ratifica ed esecuzione della convenzione sulla preparazione, la lotta e la cooperazione in materia di inquinamento da idrocarburi, con annesso, atto finale e risoluzioni, fatta a Londra il 30 novembre 1990.

LEGGE 15 dicembre 1998, n. **465**.

Ratifica ed esecuzione dell'accordo per i trasporti internazionali su strada tra il Governo della Repubblica italiana ed il Governo della Repubblica islamica dell'Iran, fatto a Roma il 25 luglio 1990.

SOMMARIO

LEGGI, DECRETI E ORDINANZE PRESIDENZIALI

LEGGE 15 dicembre 1998, n. **464.**

Ratifica ed esecuzione della convenzione sulla preparazione, la lotta e la cooperazione in materia di inquinamento da idrocarburi, con annesso, atto finale e risoluzioni, fatta a Londra il 30 novembre 1990.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la convenzione internazionale sulla preparazione, la lotta e la cooperazione in materia di inquinamento da idrocarburi, con annesso, atto finale e risoluzioni, fatta a Londra il 30 novembre 1990.

Art. 2.

1. Piena ed intera esecuzione è data alla convenzione di cui all'articolo 1, a decorrere dalla data della sua entrata in vigore, in conformità a quanto disposto dall'articolo 16 della convenzione medesima.

Art. 3.

1. Per l'adempimento degli obblighi previsti dalla convenzione in termini di strutture e di equipaggiamenti idonei a garantire il pronto e rapido dispiegamento in mare di unità disinquinanti, il Ministero dell'ambiente provvede con il sistema di risposta antinquinamento stabilito dall'articolo 4 della legge 31 dicembre 1982, n. 979, come modificato dall'articolo 5 della legge 8 ottobre 1997, n. 344.

Art. 4.

1. La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale.*

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserita nella Raccolta ufficiale degli atti normativi della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 15 dicembre 1998

SCÀLFARO

D'ALEMA, *Presidente del Consiglio dei Ministri*

DINI, *Ministro degli affari esteri*

Visto, *il Guardasigilli:* DILIBERTO

CONVENTION INTERNATIONALE DE 1990 SUR LA PREPARATION, LA LUTTE ET LA COOPERATION EN MATIERE DE POLLUTION PAR LES HYDROCARBURES

LES PARTIES A LA PRESENTE CONVENTION,

CONSCIENTES de la nécessité de préserver l'environnement humain en général et l'environnement marin en particulier,

RECONNAISSANT la menace grave que présentent pour le milieu marin les événements de pollution par les hydrocarbures mettant en cause des navires, des unités au large et des ports maritimes et installations de manutention d'hydrocarbures,

CONSCIENTES de l'importance que revêtent les mesures de précaution et la prévention afin d'éviter avant tout une pollution par les hydrocarbures, et de la nécessité d'appliquer rigoureusement les instruments internationaux existants ayant trait à la sécurité maritime et à la prévention de la pollution des mers et, en particulier, la Convention internationale de 1974 pour la sauvegarde de la vie humaine en mer, telle que modifiée, et la Convention internationale de 1973 pour la prévention de la pollution par les navires, telle que modifiée par le Protocole de 1978 y relatif tel que modifié, et également d'élaborer dans les meilleurs délais des normes plus rigoureuses pour la conception, l'exploitation et l'entretien des navires transportant des hydrocarbures, ainsi que des unités au large,

CONSCIENTES EGALEMENT qu'en cas d'événement de pollution par les hydrocarbures des mesures promptes et efficaces sont essentielles pour limiter les dommages qui pourraient résulter d'un tel événement,

SOULIGNANT l'importance d'une préparation efficace pour lutter contre les événements de pollution par les hydrocarbures et le rôle primordial que les industries pétrolière et maritime ont à cet égard,

RECONNAISSANT EN OUTRE l'importance d'une assistance mutuelle et d'une coopération internationale en ce qui concerne notamment l'échange d'informations sur les moyens dont disposent les Etats pour lutter contre des événements de pollution par les hydrocarbures, l'établissement de plans d'urgence contre la pollution par les hydrocarbures, l'échange de rapports sur des événements importants susceptibles de toucher l'environnement marin ou le littoral et les intérêts connexes des Etats, ainsi que les programmes de recherche-développement portant sur les moyens de combattre la pollution du milieu marin par les hydrocarbures,

TENANT COMPTE du principe "pollueur-payeur" en tant que principe général du droit international de l'environnement,

TENANT COMPTE EGALEMENT de l'importance des instruments internationaux sur la responsabilité et l'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures, y compris la Convention internationale de 1969 sur la responsabilité civile pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures et la Convention internationale de 1971 portant création d'un Fonds international d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures, et de la nécessité impérative d'une entrée en vigueur dans les meilleurs délais des Protocoles de 1984 modifiant ces deux conventions,

TENANT COMPTE EN OUTRE de l'importance des accords et arrangements bilatéraux et multilatéraux, y compris les conventions et accords régionaux,

CONSIDERANT les dispositions pertinentes de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, et notamment de sa partie XII,

CONSCIENTES de la nécessité d'encourager la coopération internationale et de renforcer les moyens existants à l'échelle nationale, régionale et mondiale pour la préparation et la lutte en matière de pollution par les hydrocarbures, en tenant compte des besoins particuliers des pays en développement, et notamment des petits Etats insulaires,

CONSIDERANT que la meilleure façon d'atteindre ces objectifs est de conclure une Convention internationale sur la préparation, la lutte et la coopération en matière de pollution par les hydrocarbures,

SONT CONVENUES de ce qui suit :

ARTICLE 1

Dispositions générales

1) Les Parties s'engagent, individuellement ou conjointement, à prendre toutes les mesures appropriées, conformément aux dispositions de la présente Convention et de son annexe, pour se préparer à la lutte et lutter contre un événement de pollution par les hydrocarbutes.

2) L'Annexe de la présente Convention fait partie intégrante de la Convention et toute référence à la présente Convention constitue en même temps une référence à son annexe.

3) La présente Convention ne s'applique ni aux navires de guerre ou navires de guerre auxiliaires ni aux autres navires appartenant à un Etat ou exploités par cet Etat tant que celui-ci les utilise exclusivement à des fins gouvernementales et non commerciales. Cependant, chaque Partie doit s'assurer, en prenant des mesures appropriées qui ne compromettent pas les opérations ou la capacité opérationnelle des navires de ce type lui appartenant ou exploités par elle, que ceux-ci agissent d'une manière compatible avec la présente Convention, pour autant que cela soit raisonnable dans la pratique.

ARTICLE 2

Définitions

Aux fins de la présente Convention :

1) "Hydrocarbures" désigne le pétrole sous toutes ses formes, y compris le pétrole brut, le fuel-oil, les boues, les résidus d'hydrocarbures et les produits raffinés.

2) "Evénement de pollution par les hydrocarbures" désigne un fait ou un ensemble de faits ayant la même origine, dont résulte ou peut résulter un rejet d'hydrocarbures et qui présente ou peut présenter une menace pour le milieu marin, ou pour le littoral ou les intérêts connexes d'un ou de plusieurs Etats, et qui requiert une action urgente ou d'autres mesures de lutte immédiates.

3) "Navire" désigne un bâtiment de quelque type que ce soit exploité en milieu marin et englobe les hydroptères, les aéroglisseurs, les engins submersibles et les engins flottants de tout type.

4) "Unité au large" désigne toute installation ou tout ouvrage au large, fixe ou flottant, menant des activités de prospection, d'exploitation ou de production gazière ou pétrolière, ou de chargement ou de déchargement d'hydrocarbures.

5) "Ports maritimes et installations de manutention d'hydrocarbures" désigne les installations qui présentent un risque d'événement de pollution par les hydrocarbures et comprend, entre autres, les ports maritimes, les terminaux pétroliers, les pipelines et autres installations de manutention d'hydrocarbures.

6) "Organisation" désigne l'Organisation maritime internationale.

7) "Secrétaire général" désigne le Secrétaire général de l'Organisation.

ARTICLE 3

Plans d'urgence contre la pollution par les hydrocarbures

1) a) Chaque Partie exige que les navires autorisés à battre son pavillon aient à bord un plan d'urgence de bord contre la pollution par les hydrocarbures selon les prescriptions et conformément aux dispositions adoptées à cette fin par l'Organisation.

b) Un navire tenu d'avoir à bord un plan d'urgence de bord contre la pollution par les hydrocarbures conformément à l'alinéa a), lorsqu'il se trouve dans un port ou un terminal au large relevant de la juridiction d'une Partie, est soumis à une inspection par les agents dûment autorisés de cette Partie, conformément aux pratiques prévues dans les accords internationaux existants ou dans sa législation nationale.

2) Chaque Partie exige que les exploitants d'unités au large relevant de sa juridiction aient des plans d'urgence de bord contre la pollution par les hydrocarbures qui soient coordonnés avec le système national établi conformément à l'article 6 et approuvés conformément aux procédures prévues par l'autorité nationale compétente.

3) Chaque Partie exige que les autorités ou les exploitants ayant la charge des ports maritimes et installations de manutention d'hydrocarbures relevant de sa juridiction, pour lesquels elle le juge approprié, aient des plans d'urgence contre la pollution par les hydrocarbures ou des arrangements analogues qui soient coordonnés avec le système national établi conformément à l'article 6 et approuvés conformément aux procédures prévues par l'autorité nationale compétente.

ARTICLE 4

Procédures de notification en cas de pollution par les hydrocarbures

1) Chaque Partie :

a) exige que les capitaines ou autres personnes ayant la charge de navires battant son pavillon ainsi que les personnes ayant la charge d'unités au large relevant de sa juridiction signalent sans retard tout événement survenu à bord de leur navire ou de leur unité au large qui entraîne ou risque d'entraîner un rejet d'hydrocarbures :

i) dans le cas d'un navire, à l'Etat côtier le plus proche;

ii) dans le cas d'une unité au large, à l'Etat côtier à la juridiction duquel est soumise l'unité;

b) exige que les capitaines ou autres personnes ayant la charge de navires battant son pavillon ainsi que les personnes ayant la charge d'unités au large relevant de sa juridiction signalent sans retard tout événement observé en mer qui entraîne un rejet d'hydrocarbures ou toute présence d'hydrocarbures :

i) dans le cas d'un navire, à l'Etat côtier le plus proche;

ii) dans le cas d'une unité au large, à l'Etat côtier à la juridiction duquel est soumise l'unité;

c) exige que les personnes ayant la charge de ports maritimes et d'installations de manutention d'hydrocarbures relevant de sa juridiction signalent sans retard à l'autorité nationale compétente tout événement qui entraîne ou risque d'entraîner un rejet d'hydrocarbures ou toute présence d'hydrocarbures;

d) donne à ses navires ou aéronefs chargés de l'inspection des mers et à ses autres services ou agents compétents des instructions les invitant à signaler sans retard à l'autorité nationale compétente ou, selon le cas, à l'Etat côtier le plus proche, tout événement observé en mer, dans un port maritime ou dans une installation de manutention d'hydrocarbures, qui entraîne un rejet d'hydrocarbures ou toute présence d'hydrocarbures;

e) prie les pilotes d'aéronefs civils de signaler sans retard à l'Etat côtier le plus proche tout événement observé en mer qui entraîne un rejet d'hydrocarbures ou toute présence d'hydrocarbures.

2) Les rapports visés à l'alinéa 1) a) i) sont faits conformément aux prescriptions élaborées par l'Organisation et sont fondés sur les directives et principes généraux adoptés par l'Organisation. Les rapports visés aux alinéas 1) a) ii), b), c) et d) sont faits conformément aux directives et aux principes généraux adoptés par l'Organisation dans la mesure applicable.

ARTICLE 5

Mesures à prendre à la réception d'un rapport de pollution par les hydrocarbures

1) Lorsqu'une Partie reçoit un rapport visé à l'article 4 ou des informations sur une pollution fournies par d'autres sources :

a) elle évalue la situation pour déterminer s'il s'agit d'un événement de pollution par les hydrocarbures;

b) elle évalue la nature, l'importance et les conséquences éventuelles de l'événement de pollution par les hydrocarbures; et

c) elle avise ensuite sans retard tous les Etats dont les intérêts sont concernés par cet événement de pollution par les hydrocarbures ou sont susceptibles de l'être en leur communiquant en même temps :

i) les détails de ses évaluations et de toute action entreprise ou prévue pour faire face à l'événement, et

ii) d'autres informations appropriées

jusqu'à la conclusion de l'action entreprise pour faire face à l'événement ou jusqu'à ce que les Etats en question aient décidé d'une action commune.

2) Lorsque la gravité de cet événement de pollution par les hydrocarbures le justifie, cette Partie devrait fournir à l'Organisation les informations visées aux alinéas 1 b) et c), soit directement, soit par l'intermédiaire de l'organisation ou des arrangements régionaux appropriés.

3) Lorsque la gravité de cet événement de pollution par les hydrocarbures le justifie, les autres Etats touchés par cet événement sont instamment priés d'informer l'Organisation, soit directement, soit par l'intermédiaire des organisations ou arrangements régionaux appropriés, de leur évaluation de l'importance de la menace pour leurs intérêts et de toute action entreprise ou prévue.

4) Les Parties devraient, dans la mesure du possible, utiliser le système d'établissement de rapports de pollution par les hydrocarbures élaboré par l'Organisation, lorsqu'elles échangent des renseignements et communiquent avec d'autres Etats et avec l'Organisation.

ARTICLE 6

Systèmes nationaux et régionaux de préparation et de lutte

1) Chaque Partie met en place un système national pour lutter rapidement et efficacement contre les événements de pollution par les hydrocarbures. Ce système comporte au minimum :

a) la désignation :

i) de l'autorité ou des autorités nationales compétentes chargées de la préparation et de la lutte contre la pollution par les hydrocarbures;

ii) du point ou des points de contact opérationnels nationaux chargés de recevoir et de transmettre les rapports de pollution par les hydrocarbures visés à l'article 4; et

iii) d'une autorité qui est habilitée à agir au nom de l'Etat pour demander une assistance ou pour décider de fournir l'assistance demandée;

b) un plan d'urgence national pour la préparation et la lutte qui comporte le schéma des relations entre les divers organismes concernés, qu'ils soient publics ou privés, en tenant compte des directives élaborées par l'Organisation.

2) En outre, chaque Partie, dans la mesure de ses moyens, soit individuellement soit dans le cadre d'une coopération bilatérale ou multilatérale et, le cas échéant, en coopération avec les industries pétrolière et maritime, les autorités portuaires et les autres entités appropriées, met en place :

a) une quantité minimale de matériel de lutte contre les déversements d'hydrocarbures disposée préalablement et appropriée au risque encouru et des programmes relatifs à l'emploi de ce matériel;

b) un programme d'exercices à l'intention des organisations de lutte contre la pollution par les hydrocarbures et de formation du personnel concerné;

c) des plans détaillés et des moyens de communications pour lutter contre un événement de pollution par les hydrocarbures. Ces moyens devraient être disponibles en permanence; et

d) un mécanisme ou un arrangement pour coordonner les opérations de lutte contre un événement de pollution par les hydrocarbures, qui puisse, le cas échéant, mobiliser les ressources nécessaires.

3) Chaque Partie veille à ce que des informations à jour soient communiquées à l'Organisation, soit directement, soit par l'intermédiaire de l'organisation ou des arrangements régionaux appropriés, en ce qui concerne :

a) l'emplacement, les données relatives aux télécommunications et, s'il y a lieu, les zones de responsabilité des autorités et ser ices mentionnés à l'alinéa 1 a);

b) les renseignements sur le matériel de lutte contre la pollution et les services d'experts dans les domaines concernant la lutte contre la pollution par les hydrocarbures et l'assistance maritime qui pourraient être fournis sur demande à d'autres Etats; et

c) son plan d'urgence national.

ARTICLE 7

Coopération internationale en matière de lutte contre la pollution

1) Les Parties conviennent de coopérer, en fonction de leurs moyens et de la disponibilité de ressources appropriées, en vue de fournir des services de conseils, un appui technique et du matériel pour faire face à un événement de pollution par les hydrocarbures, lorsque la gravité de l'événement le justifie, à la demande de toute Partie touchée par cet événement ou susceptible de l'être. Le financement des frais afférents à cette assistance se fait sur la base des dispositions énoncées à l'Annexe de la présente Convention.

2) Une Partie qui a demandé une assistance peut solliciter de l'Organisation une aide pour identifier des sources de financement provisoire des frais mentionnés au paragraphe 1).

3) Conformément aux accords internationaux applicables, chaque Partie prend les mesures juridiques ou administratives nécessaires pour faciliter :

a) l'arrivée et l'utilisation sur son territoire ainsi que le départ des navires, des aéronefs et autres moyens de transport participant à la lutte contre un événement de pollution par les hydrocarbures ou transportant le personnel, les cargaisons, les produits et le matériel nécessaires pour faire face à un tel événement; et

b) l'acheminement rapide du personnel, des cargaisons, des produits et du matériel visés à l'alinéa a) à destination, à l'intérieur et en provenance de son territoire.

ARTICLE 8

Recherche-développement

1) Les Parties conviennent de coopérer directement ou, le cas échéant, par l'intermédiaire de l'Organisation ou des organisations ou arrangements régionaux appropriés pour promouvoir l'échange des résultats des programmes de recherche-développement visant à améliorer les techniques existantes de préparation et de lutte contre la pollution par les hydrocarbures, y compris les technologies et les techniques de surveillance, d'endiguement, de récupération, de dispersion et de nettoyage et les autres moyens permettant de limiter ou d'atténuer les effets d'une pollution par les hydrocarbures, ainsi que les techniques de réhabilitation.

2) A cette fin, les Parties s'engagent à instaurer directement ou, le cas échéant, par l'intermédiaire de l'Organisation ou des organisations ou arrangements régionaux appropriés les liens nécessaires entre les instituts de recherche des Parties.

3) Les Parties conviennent de coopérer directement ou par l'intermédiaire de l'Organisation ou des organisations ou arrangements régionaux appropriés pour promouvoir, le cas échéant, la tenue, à intervalles réguliers, de colloques internationaux sur des questions pertinentes, y compris les progrès de la technologie et du matériel de lutte contre la pollution par les hydrocarbures.

4) Les Parties conviennent d'encourager par l'intermédiaire de l'Organisation ou d'autres organisations internationales compétentes l'élaboration de normes permettant d'assurer la compatibilité des techniques et du matériel de lutte contre la pollution par les hydrocarbures.

ARTICLE 9

Coopération technique

1) Les Parties s'engagent, directement ou par l'intermédiaire de l'Organisation et d'autres organismes internationaux, le cas échéant, en matière de préparation et de lutte contre la pollution par les hydrocarbures, à fournir un appui aux Parties qui demandent une assistance technique pour :

a) former du personnel;

b) assurer la disponibilité de la technologie, du matériel et des installations appropriés;

c) faciliter d'autres mesures et arrangements visant à se préparer et à lutter contre les événements de pollution par les hydrocarbures; et

d) mettre en train des programmes communs de recherche-développement.

2) Les Parties s'engagent à coopérer activement, sous réserve de leurs législation, réglementation et politique nationales, pour le transfert de la technologie en matière de préparation et de lutte contre la pollution par les hydrocarbures.

ARTICLE 10

Promotion de la coopération bilatérale et multilatérale en matière de préparation et de lutte

Les Parties s'efforcent de conclure des accords bilatéraux ou multilatéraux en matière de préparation et de lutte contre la pollution par les hydrocarbures. Une copie de ces accords est communiquée à l'Organisation qui devrait les mettre à la disposition des Parties qui en font la demande.

ARTICLE 11

Relation avec d'autres conventions et accords internationaux

Aucune des dispositions de la présente Convention ne saurait être interprétée comme portant atteinte aux droits ou aux obligations de toute Partie en vertu d'autres conventions ou accords internationaux.

ARTICLE 12

Arrangements institutionnels

1 Les Parties chargent l'Organisation, sous réserve de son accord et de la disponibilité de ressources suffisantes pour maintenir ces activités, d'assurer les fonctions et les activités ci-après :

a) services d'information :

i) recevoir, collationner et diffuser sur demande les informations fournies par les Parties (voir par exemple les articles 5 2) et 3), 6 3) et 10) et les renseignements pertinents fournis par d'autres sources; et

ii) fournir une assistance pour aider à identifier les sources de financement provisoire des frais (voir par exemple l'article 7 2));

b) enseignement et formation :

i) promouvoir la formation en matière de préparation et de lutte contre la pollution par les hydrocarbures (voir par exemple l'article 9); et

ii) encourager la tenue de colloques internationaux (voir par exemple l'article 8 3));

c) services techniques :

i) faciliter la coopération en matière de recherche-développement (voir par exemple les articles 8 1), 2) et 4) et 9 1) d));

ii) fournir des conseils aux Etats mettant en place une capacité nationale ou régionale de lutte contre les événements de pollution par les hydrocarbures; et

iii) analyser les informations fournies par les Parties (voir par exemple les articles 5 2) et 3), 6 3) et 8 1)) et les informations pertinentes fournies par d'autres sources et fournir des conseils ou des informations aux Etats;

d) assistance technique :

i) faciliter la prestation d'une assistance technique aux Etats mettant en place une capacité nationale ou régionale de lutte contre les événements de pollution par les hydrocarbures; et

ii) faciliter la prestation d'une assistance technique et de conseils, sur demande, aux Etats confrontés à un événement grave de pollution par les hydrocarbures.

2 En exécutant les activités mentionnées dans le présent article, l'Organisation s'efforce de renforcer la capacité des Etats, séparément ou au moyen d'arrangements régionaux, en matière de préparation et de lutte contre les événements de pollution par les hydrocarbures, en tirant parti de l'expérience des Etats, des accords régionaux et des arrangements du secteur industriel et en accordant une attention particulière aux besoins des pays en développement.

3 Les dispositions du présent article sont mises en oeuvre conformément à un programme mis au point et constamment revu par l'Organisation.

ARTICLE 13

Evaluation de la Convention

Les Parties évaluent au sein de l'Organisation l'efficacité de la Convention en fonction de ses objectifs, en particulier eu égard aux principes régissant la coopération et l'assistance.

ARTICLE 14

Amendements

1) La présente Convention peut être modifiée selon l'une des procédures définies dans les paragraphes ci-après.

2) Amendement après examen par l'Organisation :

a) Tout amendement proposé par une Partie à la Convention est soumis à l'Organisation et diffusé par le Secrétaire général à tous les Membres de l'Organisation et à toutes les Parties six mois au moins avant son examen.

b) Tout amendement proposé et diffusé selon la procédure ci-dessus est soumis pour examen au Comité de la protection du milieu marin de l'Organisation.

c) Les Parties à la Convention, qu'elles soient ou non Membres de l'Organisation, sont autorisées à participer aux délibérations du Comité de la protection du milieu marin.

d) Les amendements sont adoptés à la majorité des deux tiers des seules Parties à la Convention présentes et votantes.

e) S'ils sont adoptés conformément à l'alinéa d), les amendements sont communiqués par le Secrétaire général à toutes les Parties à la Convention pour acceptation.

f) i) Un amendement à un article ou à l'Annexe de la Convention est réputé avoir été accepté à la date à laquelle il est accepté par les deux tiers des Parties.

ii) Un amendement à un appendice est réputé avoir été accepté à l'expiration d'un délai qui est fixé par le Comité de la protection du milieu marin lors de son adoption mais qui n'est pas inférieur à dix mois, à moins que pendant cette période, une objection n'ait été communiquée au Secrétaire général par un tiers au moins des Parties.

g) i) Un amendement à un article ou à l'Annexe de la Convention qui est accepté conformément à l'alinéa f) i) entre en vigueur six mois après la date à laquelle il est réputé avoir été accepté à l'égard des Parties qui ont notifié au Secrétaire général qu'elles l'acceptent.

ii) Un amendement à un appendice qui est accepté conformément à l'alinéa f) ii) entre en vigueur six mois après la date à laquelle il est réputé avoir été accepté à l'égard de toutes les Parties à l'exception de celles qui, avant cette date, ont communiqué une objection. Une Partie peut à tout moment retirer une objection communiquée antérieurement en soumettant une notification écrite à cet effet au Secrétaire général.

3) Amendement par une conférence :

a) A la demande d'une Partie, appuyée par un tiers au moins des Parties, le Secrétaire général convoque une conférence des Parties à la Convention pour examiner des amendements à la Convention.

b) Un amendement adopté par cette conférence à la majorité des deux tiers des Parties présentes et votantes est communiqué par le Secrétaire général à toutes les Parties pour acceptation.

c) A moins que la conférence n'en décide autrement, l'amendement est réputé avoir été accepté et entre en vigueur conformément aux procédures prévues aux alinéas 2) f) et g).

4) L'adoption et l'entrée en vigueur d'un amendement consistant à ajouter une annexe ou un appendice sont soumises aux procédures applicables à un amendement à l'Annexe.

5) Toute Partie qui n'a pas accepté un amendement à un article ou à l'Annexe en vertu de l'alinéa 2) f) i) ou un amendement consistant à ajouter un appendice ou une annexe en vertu du paragraphe 4), ou qui a communiqué une objection, à un amendement à un appendice en vertu de l'alinéa 2) f) ii), est considérée comme non Partie aux seules fins de l'application de cet amendement, et ce jusqu'à la soumission d'une notification d'acceptation en vertu de l'alinéa 2) f) i) ou de retrait de l'objection en vertu de l'alinéa 2) g) ii).

6) Le Secrétaire général informe toutes les Parties de tout amendement qui entre en vigueur en vertu du présent article, ainsi que de la date à laquelle l'amendement entre en vigueur.

7) Toute déclaration d'acceptation, d'objection ou de retrait d'une objection relative à un amendement en vertu du présent article est notifiée par écrit au Secrétaire général. Celui-ci informe les Parties de cette notification et de sa date de réception.

8) Un appendice à la Convention contient uniquement des dispositions de caractère technique.

ARTICLE 15

Signature, ratification, acceptation, approbation et adhésion

1) La présente Convention est ouverte à la signature, au Siège de l'Organisation, du 30 novembre 1990 au 29 novembre 1991 et reste ensuite ouverte à l'adhésion. Tous les Etats peuvent devenir Parties à la présente Convention par :

a) signature sans réserve quant à la ratification, l'acceptation ou l'approbation; ou

b) signature sous réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation, suivie de ratification, d'acceptation ou d'approbation; ou

c) adhésion.

2) La ratification, l'acceptation, l'approbation ou l'adhésion s'effectuent par le dépôt d'un instrument à cet effet auprès du Secrétaire général.

ARTICLE 16

Entrée en vigueur

1) La présente Convention entre en vigueur douze mois après la date à laquelle au moins quinze Etats ont, soit signé cette convention sans réserve quant à la ratification, l'acceptation ou l'approbation, soit déposé les instruments requis de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, conformément aux dispositions de l'article 15.

2) Pour les Etats qui ont déposé un instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation de la présente Convention ou d'adhésion à celle-ci après que les conditions régissant son entrée en vigueur ont été remplies mais avant son entrée en vigueur, la ratification, l'acceptation, l'approbation ou l'adhésion prend effet à la date de l'entrée en vigueur de la présente Convention, ou trois mois après la date du dépôt de l'instrument si cette dernière date est postérieure.

3) Pour les Etats qui ont déposé un instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation de la présente Convention ou d'adhésion à celle-ci après son entrée en vigueur, la présente Convention prend effet trois mois après la date du dépôt de l'instrument.

4) Tout instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion déposé après la date à laquelle un amendement à la présente Convention est réputé avoir été accepté conformément à l'article 14 s'applique à la Convention dans sa forme modifiée.

ARTICLE 17

Dénonciation

1) La présente Convention peut être dénoncée par l'une quelconque des Parties à tout moment après l'expiration d'une période de cinq ans à compter de la date à laquelle elle entre en vigueur pour cette Partie.

2) La dénonciation s'effectue au moyen d'une notification écrite adressée au Secrétaire général.

3) La dénonciation prend effet douze mois après la date à laquelle le Secrétaire général en a reçu notification ou à l'expiration de tout délai plus long indiqué dans la notification.

ARTICLE 18

Dépositaire

1) La présente Convention est déposée auprès du Secrétaire général.

2) Le Secrétaire général :

a) informe tous les Etats qui ont signé la présente Convention ou qui y ont adhéré :

i) de toute nouvelle signature ou de tout dépôt d'un nouvel instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, ainsi que de leur date;

ii) de la date d'entrée en vigueur de la présente Convention; et

iii) du dépôt de tout instrument de dénonciation de la présente Convention, ainsi que de la date à laquelle il a été reçu et de la date à laquelle la dénonciation prend effet;

b) transmet des copies certifiées conformes de la présente Convention aux gouvernements de tous les Etats qui l'ont signée ou qui y ont adhéré.

3) Dès l'entrée en vigueur de la présente Convention, une copie certifiée conforme en est transmise par le dépositaire au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies pour être enregistrée et publiée conformément à l'Article 102 de la Charte des Nations Unies.

ARTICLE 19

Langues

La présente Convention est établie en un seul exemplaire original en langues anglaise, arabe, chinoise, espagnole, française et russe, chaque texte faisant également foi.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs gouvernements respectifs, ont apposé leur signature à la présente Convention.

FAIT A Londres ce trente novembre mil neuf cent quatre-vingt-dix.

ANNEXE

Remboursement des frais d'assistance

1) a) A moins qu'un accord relatif aux dispositions financières régissant les mesures prises par des Parties pour faire face à un événement de pollution par les hydrocarbures n'ait été conclu sur une base bilatérale ou multilatérale avant l'événement de pollution par les hydrocarbures, chaque Partie assume les coûts des mesures qu'elle a prises pour faire face à une pollution conformément aux dispositions de l'alinéa i) ou de l'alinéa ii) ci-après.

i) Si des mesures sont prises par une Partie sur la requête expresse d'une autre Partie, la Partie requérante rembourse à la Partie assistante le coût de ces mesures. La Partie requérante peut annuler sa requête à tout moment, mais dans ce cas elle assume les frais déjà encourus ou engagés par la Partie assistante.

ii) Si des mesures sont prises par une Partie de sa propre initiative, cette Partie assume le coût de ces mesures.

b) Les principes énoncés à l'alinéa a) s'appliquent sauf si les Parties intéressées en décident autrement dans chaque cas individuel.

2) A moins qu'il en ait été décidé autrement, les coûts des mesures prises par une Partie sur la requête d'une autre Partie sont calculés de manière équitable conformément au droit et à la pratique en vigueur dans le pays de la Partie assistante en matière de remboursement de ces coûts.

3) La Partie requérant une assistance et la Partie assistante coopèrent, en tant que de besoin, pour mener à bien toute action en demande d'indemnisation. Elles tiennent dûment compte pour ce faire des régimes juridiques existants. Lorsque l'action ainsi menée ne permet pas une indemnisation totale des dépenses encourues dans l'opération d'assistance, la Partie requérant l'assistance peut demander à la Partie assistante de renoncer au remboursement des frais qui dépassent les sommes indemnisées ou de réduire les coûts qui ont été calculés conformément aux dispositions du paragraphe 2). Elle peut également demander à surseoir au remboursement de ces frais. Lorsqu'elles examinent une telle demande, les Parties assistantes tiennent dûment compte des besoins des pays en développement.

4) Les dispositions de la présente Convention ne doivent pas être interprétées comme portant atteinte de quelque manière que ce soit aux droits des Parties de recouvrer auprès de tiers le coût des mesures prises pour faire face à une pollution ou à une menace de pollution en vertu d'autres dispositions et règles applicables du droit national et international. Une attention particulière doit être accordée à la Convention internationale de 1969 sur la responsabilité civile pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures et à la Convention internationale de 1971 portant création d'un Fonds international d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures ou à tout amendement apporté ultérieurement à ces conventions.

ACTE FINAL DE LA CONFERENCE SUR LA COOPERATION INTERNATIONALE EN MATIERE DE PREPARATION ET D'INTERVENTION CONTRE LA POLLUTION PAR LES HYDROCARBURES

1 Conformément à l'article 2 b) de la Convention portant création de l'Organisation maritime internationale, l'Assemblée de l'Organisation a décidé, à sa seizième session ordinaire, par la résolution A.674(16) adoptée le 19 octobre 1989, de convoquer une conférence internationale chargée d'envisager l'adoption d'une convention internationale sur la préparation et l'intervention contre la pollution par les hydrocarbures.

2 A cet égard, l'Assemblée a noté à sa seizième session, en adoptant la résolution A.644(16) du 19 octobre 1989 sur le programme de travail et le budget pour le seizième exercice financier (1990-1991), que le Gouvernement des Etats-Unis avait aimablement offert de financer une réunion préparatoire et une conférence diplomatique d'une semaine.

3 Ultérieurement, l'Organisation a été informée que le Gouvernement japonais et la Fondation japonaise pour la construction navale avaient aimablement offert de fournir les fonds supplémentaires nécessaires pour porter à deux semaines la durée de la conférence diplomatique.

4 La Conférence s'est tenue au Siège de l'Organisation maritime internationale à Londres, du 19 au 30 novembre 1990.

5 Les représentants des 90 Etats suivants ont pris part aux travaux de la Conférence :

ALGERIE
ALLEMAGNE
ANTIGUA-ET-BARBUDA
ARABIE SAOUDITE
ARGENTINE
AUSTRALIE
BAHAMAS
BAHREIN
BANGLADESH
BARBADE
BELGIQUE
BRESIL
CAMBODGE
CAMEROUN
CANADA
CAP-VERT
CHILI
CHINE
CHYPRE
COSTA RICA
COTE D'IVOIRE
DANEMARK
EGYPTE
EL SALVADOR
EQUATEUR
ESPAGNE
ETATS-UNIS D'AMERIQUE
ETHIOPIE
FIDJI
FINLANDE
FRANCE
GABON
GHANA
GRECE
GRENADE
GUINEE
ILES MARSHALL
INDE
INDONESIE
IRAN (REPUBLIQUE ISLAMIQUE D')
ISLANDE
ITALIE
JAPON
JORDANIE
KENYA
KOWEIT
LIBAN
LIBERIA
MALAISIE
MALAWI
MALDIVES
MALTE
MAROC
MAURICE
MEXIQUE
MONACO
MYANMAR
NIGERIA
NORVEGE
NOUVELLE-ZELANDE
OUGANDA
PAKISTAN
PAYS-BAS
PEROU
PHILIPPINES
POLOGNE
PORTUGAL
REPUBLIQUE DE COREE
REPUBLIQUE POPULAIRE DEMOCRATIQUE DE COREE
REPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE
ROUMANIE
ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD
REPUBLIQUE SOCIALISTE SOVIETIQUE D'UKRAINE
SAINT-VINCENT-ET-GRENADINES
SAINTE-LUCIE
SENEGAL
SEYCHELLES
SINGAPOUR
SOUDAN
SUEDE
THAILANDE
TRINITE-ET-TOBAGO
TUNISIE
TURQUIE
UNION DES REPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIETIQUES
URUGUAY
VANUATU
VENEZUELA
VIET NAM
ZAIRE

6 Les Etats suivants avaient envoyé des observateurs à la Conférence :

CUBA
GUATEMALA
YOUGOSLAVIE

7 HONG-KONG, Membre associé de l'Organisation maritime internationale, avait envoyé un observateur à la Conférence.

8 Des représentants des organismes suivants des Nations Unies ont assisté à la Conférence :

PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR L'ENVIRONNEMENT (PNUE)
ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL (ONUDI)
ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'EDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE (UNESCO)
COMMISSION OCEANOGRAPHIQUE INTERGOUVERNEMENTALE (COI)

9 Les 4 organisations intergouvernementales suivantes avaient envoyé des observateurs à la Conférence :

ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES (OCDE)
COMMISSION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES (CCE)
FONDS INTERNATIONAL D'INDEMNISATION POUR LES DOMMAGES DUS A LA POLLUTION PAR LES HYDROCARBURES (FIPOL)
COMMISSION D'HELSINKI (HELCOM)

10 Les 9 organisations internationales non gouvernementales suivantes avaient envoyé des observateurs à la Conférence :

CHAMBRE INTERNATIONALE DE LA MARINE MARCHANDE (ICS)
COMITE MARITIME INTERNATIONAL (CMI)
ASSOCIATION INTERNATIONALE DES PORTS (IAPH)
ASSOCIATION INTERNATIONALE DES SOCIETES DE CLASSIFICATION (IACS)
OIL COMPANIES INTERNATIONAL MARINE FORUM (OCIMF)
OIL INDUSTRY INTERNATIONAL EXPLORATION AND PRODUCTION FORUM (E & P FORUM)
ASSOCIATION INTERNATIONALE DES ARMATEURS PETROLIERS INDEPENDANTS (INTERTANKO)
INTERNATIONAL TANKER OWNERS POLLUTION FEDERATION LIMITED (ITOPF)
ADVISORY COMMITTEE ON POLLUTION OF THE SEA (ACOPS)

11 Son excellence M. Abdeslam Zenined, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du Royaume du Maroc au Royaume-Uni et Chef de la délégation du Maroc, a été élu Président de la Conférence.

12 La Conférence a élu les vice-présidents dont les noms suivent :

Le Vice-amiral C. Toledo de la Maza	(Chili)
M. Yu Zhizhong	(Chine)
M. J. Østergaard	(Danemark)
M. O.O. George	(Nigéria)
M. T.T. Syquia	(Philippines)
M. O.A. Savin	(URSS)

13 Le Secrétariat de la Conférence était composé des membres suivants :

Secrétaire général	M. W.A. O'Neil
Secrétaire exécutif	M. K. Voskresensky, Directeur, Division du milieu marin

Secrétaires exécutifs adjoints :	M. J. Wonham, Directeur adjoint principal, Division du milieu marin
	M. D.T. Edwards, Directeur adjoint, Division du milieu marin

14 La Conférence a constitué une Commission plénière qu'elle a chargée de l'examen du projet de texte d'une convention internationale sur la préparation et l'intervention contre la pollution par les hydrocarbures et des recommandations et résolutions connexes.

15 La Conférence a constitué un Comité de rédaction composé de représentants des neuf Etats suivants :

ARGENTINE	ESPAGNE	JAPON
CHINE	ETATS-UNIS D'AMERIQUE	ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD
EGYPTE	FRANCE	UNION DES REPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIETIQUES

16 Une Commission de vérification des pouvoirs a été désignée pour examiner les pouvoirs des représentants qui assistaient à la Conférence. La Commission était composée de représentants des Etats suivants :

CAMEROUN
IRAN (REPUBLIQUE ISLAMIQUE D')
ITALIE
POLOGNE
VENEZUELA

17 Les commissions et le Comité ont élu les bureaux suivants :

Commission plénière :

Président :	M. E. Jansen (Norvège)
Vice-présidents :	S.E. M. G.B. Cooper (Libéria) S.E. Mme P.E.J. Rodgers (Bahamas)

Comité de rédaction :

Président :	M. Y. Sasamura (Japon)
Vice-président :	M. J-F. Lévy (France)

Commission de vérification des pouvoirs :

Président :	M. J. Vonau (Pologne)

18 La Conférence a fondé ses délibérations sur :

- le projet d'articles pour une convention internationale sur la préparation et l'intervention contre la pollution par les hydrocarbures, élaboré par une réunion préparatoire; et

- les projets de résolutions de la Conférence élaborés par la réunion préparatoire.

19 La Conférence a également examiné des propositions et des observations sur les documents susmentionnés qui avaient été présentées par les gouvernements et les organisations intéressées.

20 A l'issue de ses délibérations, la Conférence a adopté la :

CONVENTION INTERNATIONALE DE 1990 SUR LA PREPARATION, LA LUTTE ET LA COOPERATION EN MATIERE DE POLLUTION PAR LES HYDROCARBURES

21 La Conférence a également adopté les résolutions suivantes :

1 Instruments et autres documents élaborés par l'Organisation maritime internationale auxquels il est fait référence dans des articles de la Convention internationale de 1990 sur la préparation, la lutte et la coopération en matière de pollution par les hydrocarbures

2 Mise en oeuvre de la Convention internationale de 1990 sur la préparation, la lutte et la coopération en matière de pollution par les hydrocarbures en attendant son entrée en vigueur

3 Mise en oeuvre rapide des dispositions de l'article 12 de la Convention internationale de 1990 sur la préparation, la lutte et la coopération en matière de pollution par les hydrocarbures

4 Mise en oeuvre des dispositions de l'article 6 de la Convention internationale de 1990 sur la préparation, la lutte et la coopération en matière de pollution par les hydrocarbures

5 Création de stocks de matériel de lutte contre la pollution par les hydrocarbures

6 Promotion de l'assistance technique

7 Etablissement et mise en oeuvre d'un programme de formation en matière de préparation et de lutte contre la pollution par les hydrocarbures

8 Amélioration des services d'assistance

9 Coopération entre les Etats et les assureurs

10 Elargissement de la portée de la Convention internationale de 1990 sur la préparation, la lutte et la coopération en matière de pollution par les hydrocarbures aux substances nocives et potentiellement dangereuses

Ces résolutions figurent dans le Document joint au présent Acte final.

22 Le texte du présent Acte final est établi en un seul exemplaire original en langues anglaise, arabe, chinoise, espagnole, française et russe, qui doit être déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation maritime internationale.

23 Le Secrétaire général adressera des copies certifiées conformes du présent Acte final et du Document joint, ainsi que des copies certifiées conformes du texte authentique de la Convention aux gouvernements des Etats invités à se faire représenter à la Conférence, en fonction des voeux que ceux-ci auront exprimés.

EN FOI DE QUOI les soussignés ont apposé leur signature au bas du présent Acte final.

FAIT A LONDRES, ce trente novembre mil neuf cent quatre-vingt-dix.

DOCUMENT JOINT

RESOLUTION 1 DE LA CONFERENCE

INSTRUMENTS ET AUTRES DOCUMENTS ELABORES PAR L'ORGANISATION MARITIME INTERNATIONALE AUXQUELS IL EST FAIT REFERENCE DANS DES ARTICLES DE LA CONVENTION INTERNATIONALE DE 1990 SUR LA PREPARATION, LA LUTTE ET LA COOPERATION EN MATIERE DE POLLUTION PAR LES HYDROCARBURES

LA CONFERENCE,

AYANT ADOPTE la Convention internationale de 1990 sur la préparation, la lutte et la coopération en matière de pollution par les hydrocarbures (Convention OPRC),

RECONNAISSANT que les mesures prévues par la Convention OPRC tiennent compte des dispositions d'autres conventions importantes élaborées par l'Organisation maritime internationale et, en particulier, de la Convention internationale de 1973 pour la prévention de la pollution par les navires, telle que modifiée par le Protocole de 1978 y relatif, tel que modifié (MARPOL 73/78),

RECONNAISSANT EGALEMENT que la Convention OPRC doit compléter et non répéter les dispositions importantes adoptées par l'Organisation ou sous son égide, telles que celles qui figurent dans MARPOL 73/78, les directives et les manuels,

NOTANT que les articles 3, 4, 5 et 6 de la Convention OPRC en particulier font référence à certaines dispositions de MARPOL 73/78 et à d'autres documents élaborés par l'Organisation,

1. ADOPTE la liste des instruments et autres documents élaborés par l'Organisation auxquels il est fait référence dans les articles pertinents de la Convention OPRC, telle qu'elle figure en annexe à la présente résolution;

2. INVITE le Comité de la protection du milieu marin de l'Organisation à maintenir cette liste à jour;

3. PRIE le Secrétaire général de l'Organisation d'inclure ces références, en les mettant à jour si nécessaire, dans les éditions futures des publications de la Convention OPRC sous la forme de notes de bas de page se rapportant aux articles pertinents.

ANNEXE

TEXTES AUXQUELS LA CONVENTION OPRC FAIT REFERENCE

Article 3 1) a)

Par "dispositions adoptées par l'Organisation", on entend la règle 26 de l'Annexe I de MARPOL 73/78.

Article 3 1) b)

Par "accords internationaux existants", on entend les articles 5 et 7 de MARPOL 73/78.

Article 4 2)

Par "prescriptions élaborées par l'Organisation", on entend l'article 8 et le Protocole I de MARPOL 73/78.

Par "directives et principes généraux adoptés par l'Organisation", on entend les "principes généraux applicables aux systèmes de comptes rendus de navires et aux prescriptions en matière de notification, y compris les directives concernant la notification des événements mettant en cause des marchandises dangereuses, des substances nuisibles et/ou des polluants marins", que l'Organisation a adoptés par la résolution A.648(16).

Article 5 4)

"Le système d'établissement de rapports de pollution par les hydrocarbures élaboré par l'Organisation" figure à l'appendice 2 de la section II (Planification d'urgence) du Manuel sur la pollution par les hydrocarbures élaboré par le Comité de la protection du milieu marin de l'Organisation.

Article 6 1) b)

Les "directives élaborées par l'Organisation" figurent dans la section II (Planification d'urgence) du Manuel sur la pollution par les hydrocarbures élaboré par le Comité de la protection du milieu marin de l'Organisation.

RESOLUTION 2 DE LA CONFERENCE

MISE EN OEUVRE DE LA CONVENTION INTERNATIONALE DE 1990 SUR LA PREPARATION, LA LUTTE ET LA COOPERATION EN MATIERE DE POLLUTION PAR LES HYDROCARBURES EN ATTENDANT SON ENTREE EN VIGUEUR

LA CONFERENCE,

AYANT ADOPTE la Convention internationale de 1990 sur la préparation, la lutte et la coopération en matière de pollution par les hydrocarbures (Convention OPRC),

RECONNAISSANT qu'il risque toujours de se produire un événement grave de pollution par les hydrocarbures et que les dommages qui peuvent en résulter auraient des incidences graves sur l'environnement,

CONVAINCUE qu'il est important que les Etats coopèrent en matière d'échange de renseignements et se prêtent assistance en ce qui concerne la préparation et la lutte contre la pollution par les hydrocarbures,

CONSCIENTE de la vulnérabilité particulière des pays qui ne peuvent pas obtenir facilement des renseignements et des avis sur la préparation et la lutte contre la pollution par les hydrocarbures,

RECONNAISSANT EN OUTRE qu'il est souhaitable que tous les pays qui risquent d'être touchés par des événements de pollution par les hydrocarbures établissent un système national de lutte contre la pollution par les hydrocarbures,

SOUHAITANT que les dispositions de la Convention OPRC prennent effet le plus tôt possible de manière à faciliter la coopération internationale en matière de préparation et de lutte contre la pollution par les hydrocarbures,

1. APPELLE tous les Etats, y compris ceux qui n'ont pas participé à la Conférence, à signer la Convention OPRC et à y devenir Parties ainsi qu'à mettre en oeuvre ses dispositions au plus tôt;

2. PRIE INSTAMMENT tous les Etats d'établir, au plus tôt et dans la mesure du possible, des systèmes nationaux de lutte contre la pollution par les hydrocarbures;

3. PRIE EN OUTRE INSTAMMENT tous les Etats, en attendant que la Convention OPRC entre en vigueur à leur égard, de coopérer entre eux et avec l'Organisation maritime internationale, le cas échéant, en vue d'échanger des renseignements sur la lutte contre la pollution par les hydrocarbures et de faciliter la fourniture d'une assistance rapide en cas d'événement grave de pollution par les hydrocarbures.

RESOLUTION 3 DE LA CONFERENCE

MISE EN OEUVRE RAPIDE DES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE 12 DE LA CONVENTION INTERNATIONALE DE 1990 SUR LA PREPARATION, LA LUTTE ET LA COOPERATION EN MATIERE DE POLLUTION PAR LES HYDROCARBURES

LA CONFERENCE,

AYANT ADOPTE la Convention internationale de 1990 sur la préparation, la lutte et la coopération en matière de pollution par les hydrocarbures (Convention OPRC),

NOTANT les dispositions de la résolution A.448(XI) de l'Assemblée de l'Organisation maritime internationale sur les arrangements régionaux pour lutter contre les événements ou les risques graves de pollution des mers ainsi que des résolutions de l'Assemblée concernant l'assistance technique dans le domaine de la protection du milieu marin (A.349(IX) et A.677(16)),

NOTANT EGALEMENT, en particulier, l'article 12 de la Convention OPRC par lequel les Parties ont chargé l'Organisation, sous réserve de son accord et de la disponibilité de ressources suffisantes pour maintenir ces activités, d'assurer certaines fonctions et activités et d'atteindre certains objectifs de la Convention OPRC,

NOTANT EN OUTRE qu'il est important de tenir compte de l'expérience acquise dans le cadre d'accords régionaux de lutte contre la pollution des mers, comme cela est indiqué dans la résolution A.674(16) de l'Assemblée,

RECONNAISSANT qu'il est important de mettre en oeuvre rapidement les objectifs de l'article 12 de la Convention OPRC,

1. INVITE le Secrétaire général de l'Organisation, en attendant l'entrée en vigueur de la Convention OPRC, à commencer de mettre en oeuvre rapidement ces fonctions et activités afin d'atteindre les objectifs énoncés aux paragraphes 1) a) et 1) b) de l'article 12 de la Convention OPRC dans la limite des ressources disponibles;

2. INVITE l'Organisation à fournir une tribune où puissent être examinées les expériences acquises dans le cadre de conventions et d'accords régionaux concernant la lutte contre les événements de pollution par les hydrocarbures;

3. PRIE le Secrétaire général de présenter à l'Organisation, dans un délai d'un an après la Conférence, un programme indiquant la façon dont l'Organisation envisage d'accomplir les tâches mentionnées dans la Convention et comprenant des éléments tels que le redéploiement des ressources disponibles, l'examen et la mise au point d'autres arrangements organisationnels ainsi que l'établissement des incidences financières et des sources éventuelles d'appui;

4. INVITE EN OUTRE l'Organisation à examiner périodiquement les progrès réalisés dans la mise en oeuvre de l'article 12 de la Convention OPRC

RESOLUTION 4 DE LA CONFERENCE

MISE EN OEUVRE DES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE 6 DE LA CONVENTION INTERNATIONALE DE 1990 SUR LA PREPARATION, LA LUTTE ET LA COOPERATION EN MATIERE DE POLLUTION PAR LES HYDROCARBURES

LA CONFERENCE,

AYANT ADOPTE la Convention internationale de 1990 sur la préparation, la lutte et la coopération en matière de pollution par les hydrocarbures (Convention OPRC),

RECONNAISSANT l'importance du principe "pollueur-payeur",

NOTANT que l'article 6 de la Convention OPRC prévoit que les Parties mettent en place un système national comportant un plan d'urgence et créent, soit individuellement, soit en coopération avec d'autres Parties, des dispositifs comportant en particulier du matériel de lutte et un programme de formation,

SACHANT qu'en cas d'événement de pollution par hydrocarbures, les mesures prises immédiatement par l'Etat menacé sont essentielles et susceptibles d'être, dans une première phase, les plus efficaces pour protéger ses côtes et limiter les dommages pouvant résulter d'un tel événement,

SOULIGNANT que, lorsqu'une assistance internationale est demandée par l'Etat menacé, l'acheminement de personnel et de matériel peut demander un certain délai en raison de l'éloignement,

SOULIGNANT EN OUTRE que l'efficacité d'une assistance dépend des mesures de préparation à la lutte et de formation du personnel prises pour la mise en oeuvre du plan national d'urgence de l'Etat menacé,

CONSCIENTE que les ressources financières dont disposent certains pays en développement sont limitées,

RECONNAISSANT EGALEMENT que les mesures de préparation à la lutte rendent nécessaire une aide financière spécifique, affectée à cet effet, en faveur des pays en développement,

1. INVITE les Parties à prendre dûment en considération, dans leurs programmes de coopération bilatérale et multilatérale, et à des conditions équitables, les besoins des pays en développement découlant de la mise en oeuvre de la Convention OPRC;

2. INVITE EGALEMENT le Secrétaire général de l'Organisation à fournir son appui pour identifier les organismes internationaux susceptibles d'apporter des sources de financement spécifiques afin d'aider les pays en développement à remplir les obligations découlant de la Convention OPRC.

RESOLUTION 5 DE LA CONFERENCE

CREATION DE STOCKS DE MATERIEL DE LUTTE CONTRE LA POLLUTION PAR LES HYDROCARBURES

LA CONFERENCE,

AYANT ADOPTE la Convention internationale de 1990 sur la préparation, la lutte et la coopération en matière de pollution par les hydrocarbures (Convention OPRC),

NOTANT l'article 6 2) a) de la Convention OPRC aux termes duquel chaque Partie met en place, dans la mesure de ses moyens, soit individuellement, soit dans le cadre d'une coopération bilatérale ou multilatérale et, le cas échéant, en coopération avec les industries pétrolière et maritime et d'autres entités, un système qui comporte une quantité minimale de matériel de lutte contre les déversements d'hydrocarbures disposée préalablement, et des programmes relatifs à l'emploi de ce matériel,

NOTANT EGALEMENT que l'un des éléments fondamentaux de la stratégie de l'Organisation maritime internationale pour la protection du milieu marin est de renforcer les moyens disponibles aux niveaux national et régional pour lutter contre la pollution des mers ainsi que de promouvoir la coopération technique à cette fin,

RECONNAISSANT qu'en cas de déversement d'hydrocarbures ou de risque de déversement, des mesures promptes et efficaces devraient être prises au niveau national, en premier lieu, en vue d'organiser et de coordonner les activités visant à prévenir ou atténuer la pollution, et les opérations de nettoyage,

RECONNAISSANT EGALEMENT que l'un des principes fondamentaux sur lesquels repose le financement des dépenses encourues en cas de pollution est le principe "pollueur-payeur",

RECONNAISSANT EN OUTRE l'importance que revêtent la coopération et l'assistance mutuelles dans la lutte contre les événements graves de pollution par les hydrocarbures auxquels les pays risquent de ne pas pouvoir faire face seuls, ainsi que la nécessité d'augmenter le stock de matériel de lutte contre les déversements d'hydrocarbures qui est disponible dans certaines régions du monde particulièrement vulnérables à un événement grave de pollution par les hydrocarbures, soit en raison de la forte densité du trafic maritime, soit en raison de l'équilibre écologique particulièrement sensible,

SALUANT les activités accomplies par l'Organisation, en coopération avec les pays donateurs et le secteur industriel, en vue de constituer des centres ou des stocks de matériel de lutte contre les déversements d'hydrocarbures dans les zones où les pays en développement en particulier seraient vulnérables ou menacés en cas d'événement grave de pollution par les hydrocarbures,

INVITE le Secrétaire général de l'Organisation, en consultation avec le Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement, à prendre contact avec les industries pétrolière et maritime afin :

a) d'encourager une coopération plus étroite en vue d'aider les pays en développement à mettre en oeuvre l'article 6 de la Convention OPRC, y compris une évaluation des besoins en stocks de matériel de lutte contre les déversements d'hydrocarbures sur une base régionale ou sous-régionale pour compléter ceux qui sont déjà constitués;

b) d'établir un plan visant à créer des centres ou des stocks de matériel de lutte contre les déversements d'hydrocarbures au niveau régional ou sous-régional dans le but d'aider les pays en développement à mettre en oeuvre l'article 6 2) a) de la Convention OPRC.

RESOLUTION 6 DE LA CONFERENCE

PROMOTION DE L'ASSISTANCE TECHNIQUE

LA CONFERENCE,

AYANT ADOPTE la Convention internationale de 1990 sur la préparation, la lutte et la coopération en matière de pollution par les hydrocarbures (Convention OPRC),

NOTANT que des éléments clés de la réussite de toute action de lutte contre la pollution marine sont une bonne organisation administrative des pays concernés dans ce domaine et au moins un minimum de préparation technique,

CONSCIENTE des difficultés que pourront rencontrer certains pays en développement pour mettre en place cette organisation et cette préparation avec leurs propres ressources,

RECONNAISSANT le rôle joué à cet égard par l'Organisation maritime internationale, les accords régionaux, la coopération bilatérale et les programmes du secteur industriel,

RECONNAISSANT EGALEMENT la contribution apportée à cet égard par le programme de coopération technique de l'Organisation, le Programme des Nations Unies pour le développement, le Programme des Nations Unies pour l'environnement et les agences d'aide nationales,

NOTANT EGALEMENT la résolution A.677(16) par laquelle le Secrétaire général de l'Organisation est invité à effectuer d'urgence une évaluation des problèmes qui se posent aux pays en développement en vue de déterminer les objectifs à long terme du programme d'assistance technique de l'Organisation dans le domaine de l'environnement, et à faire rapport à l'Assemblée de l'Organisation à sa dix-septième session sur les résultats de cette évaluation,

NOTANT EN OUTRE que le Secrétaire général a convoqué un groupe consultatif à cette fin,

1. DEMANDE aux Etats Membres de l'Organisation, en coopération avec l'Organisation, le cas échéant, les autres Etats intéressés, les organisations internationales ou régionales compétentes et les programmes du secteur industriel, de renforcer l'action visant à assister les pays en développement, notamment en ce qui concerne :

a) la formation du personnel,

b) la disponibilité des techniques, du matériel et des installations appropriés,

nécessaires pour la préparation et la lutte contre la pollution par les hydrocarbures, de telle sorte qu'ils puissent mettre en place au moins des structures et des ressources minimales pour la lutte contre les événements de pollution par les hydrocarbures qui soient en rapport avec les risques perçus concernant de tels événements;

2. DEMANDE EGALEMENT aux Etats Membres en coopération avec l'Organisation, le cas échéant, les autres Etats intéressés, les organisations internationales ou régionales compétentes et les programmes du secteur industriel, de renforcer l'action visant à assister les pays en développement dans la mise en train de programmes communs de recherche-développement;

3. PRIE INSTAMMENT les Etats Membres de contribuer sans tarder à ces actions, entre autres dans le cadre d'une coopération bilatérale ou multilatérale;

4. PRIE EN OUTRE l'Organisation de réévaluer les principes régissant la coopération et l'assistance qui sont énoncés dans les articles 7, 8 et 9 de la Convention OPRC compte tenu de la Conférence des Nations Unies de 1992 sur l'environnement et le développement.

RESOLUTION 7 DE LA CONFERENCE

ETABLISSEMENT ET MISE EN OEUVRE D'UN PROGRAMME DE FORMATION EN MATIERE DE PREPARATION ET DE LUTTE CONTRE LA POLLUTION PAR LES HYDROCARBURES

LA CONFERENCE,

AYANT ADOPTE la Convention internationale de 1990 sur la préparation, la lutte et la coopération en matière de pollution par les hydrocarbures,

NOTANT que l'un des éléments clés de la stratégie de l'Organisation maritime internationale pour la protection du milieu marin est de renforcer, aux niveaux national et régional, l'aptitude à prendre des mesures visant à prévenir, contrôler et atténuer la pollution des mers, à lutter contre celle-ci et à promouvoir la coopération technique nécessaire à cette fin,

CONSCIENTE que la capacité d'un Etat à faire face à un événement de pollution par les hydrocarbures dépend de la disponibilité du matériel de lutte contre les déversements d'hydrocarbures ainsi que d'un personnel qualifié à cet égard,

RECONNAISSANT le rôle que joue l'Organisation dans la mise sur pied de cours de formation au plan national, régional et mondial et dans la mise au point d'aides à la formation en vue de fournir les connaissances techniques nécessaires, en particulier aux pays en développement, dans le domaine de la lutte contre les événements de pollution des mers,

RECONNAISSANT EGALEMENT le rôle que jouent l'Université maritime mondiale et ses branches en fournissant des moyens de formation de haut niveau pour le personnel, issu en particulier des pays en développement,

RECONNAISSANT EN OUTRE l'appui fourni par le Programme des Nations Unies pour le développement, le Programme des Nations Unies pour l'environnement et plusieurs Etats Membres au bénéfice de l'élément de formation du programme de coopération technique de l'Organisation,

CONSIDERANT qu'il est nécessaire que tous ceux qui s'occupent du transport par mer d'hydrocarbures et de son incidence sur l'environnement déploient des efforts accrus au niveau international en vue d'établir un programme mondial de formation en matière de préparation et de lutte contre la pollution par les hydrocarbures,

1. INVITE le Secrétaire général de l'Organisation, en coopération avec les gouvernements intéressés, les organisations internationales et régionales compétentes et les industries pétrolière et maritime, à s'efforcer d'établir un programme complet de formation en matière de préparation et de lutte contre la pollution par les hydrocarbures;

2. INVITE EGALEMENT le Comité de la protection du milieu marin de l'Organisation, en se fondant sur les propositions faites par le Secrétaire

général, à examiner et à approuver, le cas échéant, la mise au point d'un tel programme de formation en matière de préparation et de lutte contre la pollution par les hydrocarbures;

3. INVITE EN OUTRE les Etats Membres de l'Organisation à s'efforcer de fournir les connaissances techniques requises pour l'établissement et la mise en oeuvre de ce programme de formation.

RESOLUTION 8 DE LA CONFERENCE

AMELIORATION DES SERVICES D'ASSISTANCE

LA CONFERENCE,

AYANT ADOPTE la Convention internationale de 1990 sur la préparation, la lutte et la coopération en matière de pollution par les hydrocarbures,

CONSIDERANT qu'il est nécessaire d'assurer l'existence d'une capacité d'assistance suffisante à l'échelle mondiale et de récompenser le rôle préventif de l'assistant sur le plan de la pollution des mers,

RAPPELANT que la Convention internationale de 1989 sur l'assistance, par laquelle des mesures ont été adoptées en vue d'inciter les assistants à prévenir la pollution des mers par leurs opérations d'assistance, n'est pas encore entrée en vigueur,

NOTANT AVEC INTERET que la troisième Conférence internationale sur la protection de la mer du Nord a décidé, le 8 mars 1990, de mener une action concertée au sein de l'Organisation maritime internationale dans le but de veiller à ce qu'il y ait une capacité d'assistance suffisante à l'échelle mondiale,

RECONNAISSANT les connaissances spécialisées et l'expérience acquises par les assistants qui assurent le service d'assistance de manière efficace à l'échelle internationale,

RECONNAISSANT EN OUTRE le rôle essentiel joué par les assistants pour faire face à des accidents causant ou susceptibles de causer une pollution des mers,

TENANT COMPTE du fait que certaines indications donnent à penser qu'un pourcentage considérable de la capacité d'assistance appropriée risque de ne plus être disponible aux fins de l'assistance,

CONSCIENTE qu'il est nécessaire d'assurer une capacité d'assistance suffisante le long des principales routes de navigation suivies par les navires assurant les transports internationaux d'hydrocarbures et d'autres substances nuisibles,

1. PRIE INSTAMMENT les Etats de ratifier la Convention internationale de 1989 sur l'assistance, ou d'y adhérer, dès que possible;

2. PRIE les Etats Membres de l'Organisation de passer en revue la capacité d'assistance dont ils disposent et de faire rapport à l'Organisation dans un an au plus tard après la Conférence sur leurs capacités d'assistance publiques et privées, qui sont adaptées à la réalisation d'opérations d'assistance en vue d'empêcher ou de réduire le plus possible les dommages au milieu marin;

3. PRIE les Etats Membres dont le littoral a été menacé ou touché par des événements de pollution des mers de faire rapport à l'Organisation sur toutes les mesures appropriées qu'ils ont prises pour utiliser les capacités d'assistance face à de tels événements;

4. PRIE le Secrétaire général de l'Organisation de consulter l'Union internationale de sauvetage, les assistants, les assureurs, les propriétaires de navires et le secteur pétrolier au sujet de la disponibilité présente et future des moyens d'assistance et de faire rapport au Comité de la protection du milieu marin de l'Organisation sur les résultats de ces consultations.

RESOLUTION 9 DE LA CONFERENCE

COOPERATION ENTRE LES ETATS ET LES ASSUREURS

LA CONFERENCE,

AYANT ADOPTE la Convention internationale de 1990 sur la préparation, la lutte et la coopération en matière de pollution par les hydrocarbures,

CONSCIENTE des difficultés que peut rencontrer un Etat touché par un événement de pollution pour disposer de renseignements utiles et nécessaires à la lutte contre la pollution,

RECONNAISSANT le rôle que peuvent jouer les conseillers et experts techniques des assureurs pour la fourniture de tels renseignements,

CONVAINCUE qu'il est souhaitable d'instaurer une coopération étroite entre l'Etat victime d'une pollution et les assureurs,

PRIE les conseillers et experts techniques des assureurs de coopérer avec les Etats en vue d'échanger des renseignements techniques afin d'assurer une lutte efficace en cas d'événement de pollution par les hydrocarbures.

RESOLUTION 10 DE LA CONFERENCE

ELARGISSEMENT DE LA PORTEE DE LA CONVENTION INTERNATIONALE DE 1990 SUR LA PREPARATION, LA LUTTE ET LA COOPERATION EN MATIERE DE POLLUTION PAR LES HYDROCARBURES AUX SUBSTANCES NOCIVES ET POTENTIELLEMENT DANGEREUSES

LA CONFERENCE,

AYANT ADOPTE la Convention internationale sur la préparation, la lutte et la coopération en matière de pollution par les hydrocarbures (Convention OPRC),

NOTANT l'article 38 a) de la Convention portant création de l'Organisation maritime internationale qui a trait à l'exercice par le Comité de la protection du milieu marin de l'Organisation de fonctions conférées ou susceptibles d'être conférées à l'Organisation aux termes ou en vertu de conventions internationales,

RECONNAISSANT que la pollution des mers par des rejets accidentels de substances nocives et potentiellement dangereuses pourrait menacer le milieu marin et les intérêts des Etats côtiers,

RECONNAISSANT EGALEMENT l'existence d'instruments internationaux ayant trait au transport de substances potentiellement dangereuses et de la résolution A.676(16) de l'Assemblée sur le mouvement transfrontières de déchets dangereux,

SACHANT EGALEMENT que nombre des conventions et accords régionaux existants en matière de coopération pour la lutte contre les événements de pollution des mers s'appliquent à la fois aux hydrocarbures et à d'autres substances nuisibles,

CONSIDERANT qu'il est souhaitable d'élargir la portée de la Convention OPRC pour qu'elle s'appplique, en totalité ou en partie, aux événements de pollution des mers mettant en cause des substances nocives et potentiellement dangereuses,

CONSIDERANT EGALEMENT qu'il est souhaitable que, dans la mesure du possible et s'il y a lieu, la Convention OPRC soit appliquée par les Parties aux événements de pollution des mers mettant en cause des substances nocives et potentiellement dangereuses autres que les hydrocarbures,

ESTIMANT que les moyens de faire face à un événement de pollution des mers mettant en cause des substances nocives et potentiellement dangereuses diffèrent à certains égards importants de ceux dont on dispose en matière de préparation et de lutte contre la pollution par les hydrocarbures,

RECONNAISSANT EN OUTRE que l'Organisation poursuit ses travaux en vue de mettre au point un régime juridique international de responsabilité et d'indemnisation dans le contexte du transport par mer de substances nocives et potentiellement dangereuses et qu'il y a lieu d'adopter rapidement une convention à ce sujet,

1. INVITE l'Organisation maritime internationale à entreprendre des travaux en vue d'élaborer un instrument approprié qui permettrait d'élargir la portée de la Convention OPRC pour qu'elle s'applique, en totalité ou en partie, aux événements de pollution par des substances potentiellement dangereuses autres que les hydrocarbures et à mettre au point une proposition à cette fin;

2. PRIE INSTAMMENT les Parties à la Convention OPRC d'appliquer les dispositions appropriées de la Convention dans la mesure du possible et s'il y a lieu aux substances nocives et potentiellement dangereuses, en attendant l'adoption et l'entrée en vigueur d'un instrument visant ces substances.

TRADUZIONE NON UFFICIALE

CONVENZIONE INTERNAZIONALE DEL 1990 SULLA PREPARAZIONE, LA LOTTA E LA COOPERAZIONE IN MATERIA DI INQUINAMENTO DA IDROCARBURI

LE PARTI ALLA PRESENTE CONVENZIONE,

CONSAPEVOLI della necessità di salvaguardare l'ambiente dell'uomo in generale ed in particolare l'ambiente marino,

RICONOSCENDO la grave minaccia costituita per l'ambiente marino dagli incidenti di inquinamento da idrocarburi implicanti navi, unità off-shore, porti marittimi e strutture per il trattamento degli idrocarburi,

CONSAPEVOLI dell'importanza di provvedimenti precauzionali e di prevenzione per evitare innanzitutto l'inquinamento da idrocarburi, nonché della necessità di una rigorosa applicazione degli strumenti internazionali esistenti relativi alla sicurezza marittima ed alla prevenzione dell'inquinamento marino, in particolare la Convenzione Internazionale per la Sicurezza della Vita in Mare del 1974 così come emendata e la Convenzione Internazionale per la Prevenzione dell'inquinamento da navi del 1973, come modificata dal relativo Protocollo del 1978 emendato, e di elaborare quanto prima norme più rigorose per la progettazione, il funzionamento e la manutenzione delle navi che trasportano idrocarburi e delle unità off-shore,

CONSAPEVOLI altresì che nel caso di un incidente di inquinamento da idrocarburi, sono essenziali misure rapide ed efficaci al fini di ridurre al minimo i danni che potrebbero derivare da tale incidente,

SOTTOLINEANDO l'importanza di una efficace preparazione per far fronte agli incidenti di inquinamento da idrocarburi ed il ruolo fondamentale delle industrie petrolifere e mercantili al riguardo,

RICONOSCENDO inoltre l'importanza di un'assistenza reciproca e di cooperazione internazionale per quanto riguarda in modo particolare lo scambio di informazioni sui mezzi di cui dispongono gli Stati per far fronte ad incidenti di inquinamento da idrocarburi, la predisposizione di piani d'emergenza contro l'inquinamento da idrocarburi, lo scambio di rapporti concernenti incidenti significativi suscettibili di pregiudicare l'ambiente o il litorale marino e gli interessi connessi degli Stati nonché di programmi di ricerca-sviluppo sui mezzi per lottare contro l'inquinamento da idrocarburi dell'ambiente marino;

TENENDO CONTO del principio "chi inquina paga" come principio generale del diritto internazionale ambientale,

IN CONSIDERAZIONE ALTRESI' dell'importanza di strumenti internazionali sulla responsabilità e l'indennizzo dei danni derivanti dall'inquinamento da idrocarburi, compresa la Convenzione Internazionale del 1969 sulla responsabilità civile per danni derivanti da inquinamento da idrocarburi, la Convenzione internazionale del 1971 sull' istituzione di un fondo internazionale per l'indennizzo di danni derivanti dall'inquinamento da idrocarburi, nonché dalla necessità urgente di una sollecita entrata dei Protocolli del 1994 di emendamento di tali Convenzioni,

IN CONSIDERAZIONE ALTRESI' dell'importanza di accordi e di intese bilaterali e multilaterali comprese le convenzioni e gli accordi regionali,

TENENDO A MENTE le disposizioni pertinenti della Convenzione delle Nazioni Unite sul Diritto del mare, in particolare la Parte XII di tale Convenzione,

CONSAPEVOLI della necessità di promuovere la cooperazione internazionale e di rafforzare i mezzi esistenti a livello nazionale, regionale e globale per la preparazione e la lotta in materia di inquinamento da idrocarburi, in considerazione dei particolari bisogni dei paesi in via di sviluppo ed in particolare dei piccoli Stati insulari;

CONSIDERANDO che il modo migliore di conseguire tali obiettivi consiste nel concludere una Convenzione Internazionale sulla preparazione, la lotta e la cooperazione contro l'inquinamento da idrocarburi,

HANNO STABILITO quanto segue

ARTICOLO 1

Disposizioni generali

1) Le Parti si impegnano ad adottare individualmente o congiuntamente ogni adeguata misura in conformità con le disposizioni della presente Convenzione e del suo Annesso ai fini della preparazione alla lotta, e della lotta contro gli incidenti da inquinamento da idrocarburi.

2) L'Annesso alla presente Convenzione é parte integrante della Convenzione ed ogni riferimento alla presente Convenzione costituisce al contempo un riferimento all'Annesso.

3) La presente Convenzione non si applica alle navi da guerra ausiliarie o navali o ad altre navi di proprietà di uno Stato, o da esso gestite ed utilizzate esclusivamente a fini governativi e non commerciali. Tuttavia ciascuna Parte accerterà mediante l'adozione di adeguate misure non pregiudizievoli per le operazioni o le capacità operative di tali navi di sua proprietà o da essa utilizzate, che tali navi per quanto ragionevole e possibile, agiscono in maniera compatibile con la presente Convenzione.

ARTICOLO 2

Definizioni

Ai fini della presente Convenzione:

1) L'espressione "idrocarburi " significa il petrolio sotto qualsiasi forma compreso il petrolio greggio, il petrolio combustibile, fanghi, residui di petrolio, e prodotti raffinati.

2) L'espressione " incidente di inquinamento da idrocarburi" significa un avvenimento o una serie di avvenimenti aventi la stessa origine, da cui risulti o possa risultare una discarica di idrocarburi e che rappresentano o possono rappresentare una minaccia per l'ambiente o il litorale marino , o gli interessi connessi di uno o più Stati e che richiedono provvedimenti di emergenza o altre misure di lotta immediate.

3) L'espressione "nave" significa ogni genere di bastimento che opera nell'ambiente marino, compresi gli aliscafi, i veicoli a cuscini pneumatici,i sommergibili, e mezzi galleggianti di ogni genere.

4) L'espressione "Unità off-shore" significa ogni installazione fissa o unità off-shore fissa o galleggiante che svolge attività di prospezione, di utilizzazione e di produzione di gas o di petrolio, oppure il carico o lo scarico di idrocarburi.

5) L'espressione " porti marittimi e strutture per il trattamento degli idrocarburi" significa le strutture che presentano rischi di incidenti da inquinamento da idrocarburi compresi, inter alia, i porti marittimi, i terminals petroliferi ,gli oleodotti ed altre strutture di trattamento di idrocarburi.

6) L'espressione "Organizzazione" significa l'Organizzazione Marittima Internazionale.

7) L'espressione "Segretario-Generale" significa il Segretario-Generale dell'Organizzazione.

ARTICOLO 3

Piani di emergenza contro l'inquinamento da idrocarburi

1) a) Ciascuna Parte esige che le navi autorizzate ad inalberare la sua bandiera abbiano a bordo un piano di emergenza di bordo per l'inquinamento da idrocarburi come prescritto ed in conformità con le disposizioni adottate a tal fine dall'Organizzazione.

b) Una nave richiesta di tenere a bordo un piano di emergenza di bordo per l'inquinamento da idrocarburi in conformità con il capoverso (a) è soggetta, mentre si trova in porto o in un terminal offshore sotto la giurisdizione di una Parte, ad ispezioni di funzionari ufficiali debitamente autorizzati da tale Parte in conformità con le prassi previste negli accordi internazionali esistenti o nella sua legislazione nazionale,

2) Ciascuna Parte prescrive che gli operatori di unità offshore soggetti alla sua giurisdizione abbiano piani di emergenza di bordo contro l'inquinamento da idrocarburi, coordinati con l'ordinamento nazionale istituito in conformità con l'articolo 6 ed approvati in conformità con le procedure prescritte dall'autorità competente nazionale.

3) Ciascuna Parte prescrive che le autorità o gli operatori che gestiscono i porti e le strutture di trattamento degli idrocarburi sotto la sua giurisdizione abbiano, come da essa ritenuto opportuno, piani di emergenza per l'inquinamento da idrocarburi, o intese analoghe coordinate con l'ordinamento nazionale istituito in conformità con l'articolo 6 ed approvato in conformità con le procedure stabilite dall'autorità competente nazionale

Articolo 4

Procedure di notifica sull'inquinamento da idrocarburi

1) Ciascuna Parte:

a) esige che i capitani o altre persone che gestiscono le navi che inalberano la sua bandiera e le persone che gestiscono unità off-shore sotto la sua giursdizione facciano immediatamente rapporto su qualsiasi fatto avvenuto sulla loro nave o unità off-shore che comporti o rischi di comportare una discarica o probabile discarica di idrocarburi;

(i) nel caso di una nave, allo Stato costiero più vicino;

(ii) nel caso di un'unità off-shore, allo Stato costiero alla cui giurisdizione l'unità è soggetta;

b) esige che i capitani o altre persone in carico di navi che inalberano la sua bandiera e persone che gestiscono unità offshore sotto la sua giurisdizione, facciano immediatamente rapporto su qualsiasi fatto constatato in mare, che comporta una discarica di idrocarburi o la presenza di idrocarburi:

i) nel caso di una nave, allo Stato costiero più vicino;

ii) nel caso di una unità off-shore, allo Stato costiero alla cui giuridizione l'unità é sottoposta;

c) esige che le persone che gestiscono porti marittimi e strutture di trattamento di idrocarburi sotto la sua giuridizione, facciano immediatamente rapporto su ogni fatto che comporti, o rischi di comportare un eventuale scarico di idrocarburi o la presenza di idrocarburi;

d) dà istruzioni alle sue navi o aerei incaricati di ispezioni marittime, o ai suoi altri servizi o funzionari competenti di fare immediatamente rapporto all'autorità nazionale competente o, se del caso, allo Stato costiero più vicino su ogni fatto constatato in mare o in un porto marittimo o in una struttura per il trattamento degli idrocarburi che comporti o rischi di comportare un eventuale scarico di idrocarburi o la presenza di idrocarburi;

e) esige che i piloti di aerei civili facciano immediatamente rapporto allo Stato costiero più vicino su ogni fatto constatato in mare comportante uno scarico di idrocarburi o la presenza di idrocarburi.

2) I rapporti in base al paragrafo 1)a)i) saranno effettuati in conformità con le prescrizioni elaborate dall'Organizzazione e saranno basati sulle direttive ed i principi generali adottati dall'Organizzazione. I rapporti in base al paragrafo 1 a)ii), b), c) e d) dovranno essere predisposti in conformità alle direttive ed ai principi generali adottati dall'Organizzazione, nella misura applicabile.

Articolo 5

Misure da adottare nel ricevere un rapporto su un inquinamento da idrocarburi

1) Quando una Parte riceve un rapporto di cui all'articolo 4 o informazioni su un inquinamento da idrocarburi fornite da altre persone:

a) essa valuta la situazione per determinare se si tratta di un incidente di inquinamento da idrocarburi

b) essa valuta la natura, l'importanza e le eventuali conseguenze dell'incidente dovuto a inquinamento da idrocarburi;

c) essa informa immediatamente tutti gli Stati i cui interessi sono pregiudicati da tale incidente d'inquinamento da idrocarburi o sono suscettibili di esserlo, comunicando loro al contempo:

i) i dettagli delle sue valutazioni e di ogni azione intrapresa o prevista per far fronte alla circostanza,

ii) altre informazioni appropriate

fino alla conclusione dell'azione intrapresa per far fronte all'incidente o fino a quando gli Stati in questione non abbiano deciso un'azione comune.

2) Qualora la gravità dell'incidente da inquinamento da idrocarburi lo giustifichi, questa Parte dovrebbe fornire all'Organizzazione le informazioni di cui al paragrafo 1, capoversi b) e c) sia direttamente, sia se del caso tramite l'organizzazione regionale competente o le intese regionali pertinenti.

3) Qualora la gravità dell'incidente da inquinamento da idrocarburi lo giustifichi, gli altri Stati danneggiati devono informare immediatamente l'Organizzazione sia direttamente o tramite le organizzazioni o intese regionali pertinenti circa la valutazione dell'importanza della minaccia ai loro interessi e riguardo ad ogni provvedimento intrapreso o che si intende intraprendere.

4) le Parti dovrebbero per quanto possibile avvalersi del sistema di compilazione dei rapporti d'inquinamento da idrocarburi elaborato dall'Organizzazione, quando scambiano informazioni e comunicano con altri Stati e con l'Organizzazione.

Articolo 6

Sistemi nazionali e regionali di preparazione e di lotta

1) Ciascuna Parte dovrà istituire un sistema nazionale per far fronte sollecitamente ed effettivamente agli incidenti di inquinamento da idrocarburi. Questo sistema includerà come minimo:

a) la designazione de:

i) l'autorità o le autorità nazionali competenti incaricate della preparazione e della lotta contro l'inquinamento da idrocarburi;

ii) il punto o i punti di contatti operativi a livello nazionale che saranno responsabili per la ricezione e la trasmissione dei rapporti sull'inquinamento da idrocarburi di cui all'articolo 4;

iii) un'autorità abilitata ad agire per conto dello Stato per richiedere assistenza o decidere di fornire l'assistenza richiesta;

b) un piano di emergenza nazionale di preparazione e di lotta che comprenda uno schema dei punti di contatto tra i vari enti implicati sia pubblici che privati, in considerazione di linee guida elaborate dall'Organizzazione.

(2) Inoltre, ciascuna Parte, nell'ambito delle sue capacità sia individualmente o nel quadro di una cooperazione bilaterale o multilaterale e, se del caso, in cooperazione con industrie petrolifere e mercantili, autorità portuali ed altre entità rilevanti metterà a disposizione:

a) un quantitativo minimo di materiale prestabilito di lotta contro lo scarico di idrocarburi, proporzionato al rischio implicato ed ai programmi per l'utilizzazione di tale materiale;

b) un programma di esercizi per l'organizzazione di azioni di lotta contro l'inquinamento da idrocarburi e la formazione del personale competente;

c) piani dettagliati e mezzi di comunicazione per fare fronte agli incidenti di inquinamento da idrocarburi: tali mezzi dovrebbero essere disponibili in permanenza;

d) un dispositivo o intesa per coordinare le operazioni di lotta contro incidenti da inquinamento da idrocarburi che fornisca anche la possibilità di mobilitare, se del caso, le risorse necessarie.

3) Ciascuna Parte assicurerà che informazioni aggiornate siano fornite all'Organizzazione, direttamente o per mezzo delle Organizzazioni o intese regionali pertinenti, concernenti:

a) la localizzazione, i dati relativi alle telecomunicazioni,e, qualora applicabili, le zone sotto la responsabilità delle autorità e entità di cui al paragrafo (1)(a);

b) informazioni sul materiale di lotta contro l'inquinamento e sui servizi di esperti in settori concernenti la lotta contro l'inquinamento da idrocarburi e l'assistenza in mare, che potrebbero essere forniti ad altri Stati, su loro richiesta;

c) il suo piano nazionale di emergenza.

Articolo 7

Cooperazione internazionale in materia di lotta contro l'inquinamento

1) Le Parti convengono , nella misura dei loro mezzi e disponibilità di risorse pertinenti, di cooperare e di fornire servizi di consulenza, supporto tecnico e materiale al fine di far fronte ad un incidente di inquinamento da idrocarburi, qualora la gravità dell'incidente lo giustifichi, su richiesta di qualsiasi parte danneggiata o che potrebbe essere danneggiata dall'incidente.Il finanziamento dei costi per tale assistenza sarà basato sulle disposizioni stabilite nell'Annesso alla presente Convenzione.

2) Una Parte che ha richiesto assistenza può chiedere all'Organizzazione un aiuto per individuare le fonti di finanziamento provvisorio dei costi di cui al paragrafo 1).

3) In conformità con gli accordi internazionali applicabili, ciascuna Parte adotterà i necessari provvedimenti legali o amministrativi per agevolare:

a) l'arrivo e l'utilizzazione nel suo territorio e la partenza da esso di navi, aerei, ed altri mezzi di trasporto impegnati nella lotta contro un incidente di inquinamento da idrocarburi e che trasportano personale, carichi, prodotti e materiali necessari per far fronte a tale incidente;

b) la rapida movimentazione di personale, carichi, prodotti e materiali di cui al capoverso (a) a destinazione del suo territorio, all'interno del suo territorio ed in provenienza da esso.

Articolo 8

Ricerca e sviluppo

1) Le Parti decidono di comune accordo di cooperare direttamente o, se del caso, tramite l'Organizzazione o le organizzazioni e intese regionali pertinenti, per promuovere lo scambio dei risultati dei programmi di ricerca e di sviluppo volti a migliorare le tecniche esistenti di preparazione e di lotta contro l'inquinamento da idrocarburi, comprese le tecnologie e le tecniche di sorveglianza, contenimento, ricupero, dispersione, pulizia ed altri mezzi che consentano di limitare o attenuare gli effetti dell'inquinamento da idrocarburi, nonchè le tecniche di risanamento.

2) A tal fine le Parti si impegnano a stabilire direttamente o, se del caso, tramite l'Organizzazione o Organizzazioni e intese regionali pertinenti, i collegamenti necessari tra gli istituti di ricerca delle Parti.

3) Le Parti convengono di cooperare direttamente o tramite l'Organizzazione o organizzazioni o intese regionali pertinenti per promuovere, se del caso, lo svolgimento su base regolare di colloqui internazionali su soggetti pertinenti, compresi il progresso della tecnologia ed il materiale di lotta contro l'inquinamento da idrocarburi.

4) Le Parti convengono di incoraggiare, tramite l'Organizzazione o altre organizzazioni internazionali competenti, l'elaborazione di norme atte a garantire la compatibilità delle tecniche e del materiale di lotta contro l'inquinamento da idrocarburi.

Articolo 9

Cooperazione tecnica

1) Le Parti si impegnano direttamente o tramite l'Organizzazione ed altri enti internazionali, come appropriato, in materia di preparazione e di lotta contro l'inquinamento da idrocarburi

a dare un appoggio alle Parti che richiedono assistenza tecnica per:

a) formare personale;

b) assicurare la disponbilità di tecnologia, di materiale e installazioni pertinenti;

c) agevolare altri provvedimenti ed intese per predisporre la preparazione e la lotta contro gli incidenti di inquinamento da idrocarburi;

d) iniziare programmi congiunti di ricerca e di sviluppo.

2) Le Parti si impegnano a cooperare attivamente, sotto riserva delle loro leggi, regolamenti e politiche nazionali, al trasferimento di tecnologia in materia di preparazione e di lotta conto l'inquinamento da idrocarburi.

Articolo 10

Promozione della cooperazione bilaterale e multilaterale in materia di preparazione e di lotta

Le Parti si adoperano per concludere accordi bilaterali o multilaterali in materia di preparazione di lotta contro l'inquinamento da idrocarburi. Una copia di tali accordi dovrà essere fatta pervenire all'Organizzazione, che li porrà a disposizione delle Parti, a loro richiesta.

Articolo 11

Relazioni con altre convenzioni ed accordi internazionali

Nulla nella presente Convenzione sarà interpretato nel senso di modificare i diritti od obblighi di ogni Parte in base ad ogni altra Convenzione o accordo internazionale

Articolo 12

Intese istituzionali

1. Le Parti demandano all'Organizzazione, con riserva del suo accordo e di disponibilità di risorse sufficienti per esercitare tali attività, l'esercizio delle seguenti funzioni ed attività:

a) servizi d'informazione :

i) ricevere, collazionare e divulgare a richiesta, le informazioni fornite dalle Parti (Vedere ad es. gli articolo 5 2) e 3), 6 3) e 10) e le informazioni pertinenti fornite da altre fonti;

ii) fornire assistenza per individuare le fonti dei finanziamenti provvisori dei costi (Vedere per es. l'articolo 7 2);

b) insegnamento e formazione:

i) promuovere la formazione in materia di preparazione e di lotta contro l'inquinamento da idrocarburi (Vedere per es. l'articolo 9);

ii) promuovere lo svolgimento di simposi internazionali (Vedere per es. l'articolo 8 3));

c) servizi tecnici:

i) agevolare la cooperazione per la ricerca-sviluppo (Vedere per es. gli articoli 8 1),2),4) e 9 1)d);

ii) fornire pareri agli Stati che hanno in funzione dispositivi di lotta contro gli incidenti da inquinamento nazionali o regionali;

iii) analizzare le informazioni fornite dalle Parti (Vedere ad es. gli articoli 5 2) e 3), 6 3) e 81) e le informazioni pertinenti fornite da altre fonti e fornire pareri o informazioni agli Stati;

d) assistenza tecnica:

i) agevolare la fornitura di assistenza tecnica agli Stati che che hanno in funzione dispositivi di lotta contro gli incidenti da inquinamento nazionali o regionali;

ii) agevolare la prestazione di assistenza tecnica e di consulenza, a richiesta, agli Stati che si trovano a dovere far fronte ad un grave incidente da inquinamento da idrocarburi.

2. Nell'eseguire le attività menzionate nel presente articolo, l'Organizzazione si adopera per rafforzare la capacità degli Stati, separatamente o per mezzo di intese regionali, in materia di preparazione e di lotta contro gli incidenti da inquinamento nazionali o regionali, avvalendosi dell'esperienza degli Stati, degli accordi regionali e delle intese del settore industriale con una particolare attenzione ai bisogni dei paesi in via di sviluppo.

3. Le disposizioni del presente articolo sono attuate conformemente ad un programma elaborato e constantemente riveduto dall'Organizzazione.

Articolo 13

Valutazione della Convenzione

Le Parti valuteranno in seno all'Organizzazione, l'efficacia della Convenzione in funzione dei suoi obiettivi, in modo particolare per quanto riguarda i principi che regolano la cooperazione e l'assistenza.

Articolo 14

Emendamenti

1) La presente Convenzione potrà essere emendata mediante una delle procedure specificate nei seguenti paragrafi.

2) Emendamento dopo esame da parte dell'Organizzazione:

a) Ogni emendamento proposto da una Parte alla Convenzione dovrà essere sottoposto all'Organizzazione, e divulgato dal Segretario Generale a tutti i Membri dell'Organizzazione ed a tutte le Parti almeno sei mesi prima del suo esame.

b) Ogni emendamento proposto e divulgato come sopra sarà presentato al Comitato di protezione dell'ambiente marino dell'Organizzazione per essere esaminato.

c) Le Parti alla Convenzione, siano esse Membri o non dell'Organizzazione, avranno diritto a partecipare alle deliberazioni del Comitato per la protezione dell'ambiente marino.

d) Gli emendamenti sono adottati da una maggioranza di due terzi unicamente delle Parti alla Convenzione presenti e votanti.

e) Se adottati in conformità con il capoverso (d), gli emendamenti saranno comunicati dal Segretario Generale a tutte le Parti alla Convenzione per accettazione.

f) i) Un emendamento ad un articolo o all'Annesso della Convenzione saranno considerati come accettati alla data alla quale sono accettati da due terzi delle Parti.

ii) Un emendamento ad un'appendice sarà considerato come accettato allo scadere di un periodo stabilito dal Comitato di protezione dell'ambiente marino al momento della sua adozione. La durata di detto periodo non sarà inferiore a dieci mesi, a meno che entro tale periodo una obiezione non venga comunicata al Segretario Generale da non meno di un terzo delle Parti.

g) i) Un emendamento ad un articolo o all'Annesso della Convenzione accettato in conformità con il capoverso (f)(i) entra in vigore sei mesi dopo la data in cui è considerato accettato per quanto riguarda le Parti che hanno notificato al Segretario Generale la loro accettazione.

ii) un emendamento ad un'appendice accettata in conformità con il capoverso (f) (ii) entra in vigore sei mesi dopo la data in cui è considerato accettato per quanto riguarda tutte le Parti ad eccezione di quelle che, prima di tale data vi hanno fatto obiezione. Una Parte può in ogni tempo ritirare un'obiezione precedentemente comunicata inviando a tal fine una notifica scritta al Segretario Generale.

3) Emendamento da parte di una Conferenza:

a) Su richiesta di una Parte, appoggiata da almeno un terzo delle Parti, il Segretario Generale convoca una Conferenza delle Parti alla Convenzione per esaminare gli emendamenti alla Convenzione.

b) Un emendamento adottato da tale Conferenza da una maggioranza di due terzi delle Parti presenti e votanti viene comunicato dal Segretario Generale a tutte le Parti per loro accettazione.

c) A meno che la Conferenza non decida diversamente, l'emendamento sarà considerato come accettato ed esso entrerà in vigore in conformità con le procedure specificate al paragrafo 2) f) e g).

4) L'adozione e l'entrata in vigore di un emendamento che rappresenta l' aggiunta di un Annesso o di un' appendice saranno soggette alla procedura applicabile ad un emendamento all'Annesso.

5) Ogni Parte che non ha accettato un emendamento ad un articolo o all' Annesso in base al paragrafo 2) f) i) o un emendamento che rappresenta l'aggiunta di un Annesso o di un'appendice in base al paragrafo 4) o che ha comunicato un'obiezione riguardo ad un emendamento ad un'appendice in base al paragrafo 2) f) ii) sarà considerata come non-Parte ma unicamente per i fini dell'attuazione di tale emendamento, fino a quando non sia presentata una notifica di accettazione in base al paragrafo 2) f) i), di ritiro dell'obiezione in base al paragrafo 2) g) ii).

6) Il Segretario Generale informerà tutte le Parti di ogni emendamento che entra in vigore in base al presente articolo nonché della data alla quale l'emendamento entra in vigore.

7) Ogni notifica di accettazione, di obiezione, o di ritiro dell'obiezione ad un emendamento in base al presente articolo sarà comunicata per iscritto al Segretario Generale che informerà le Parti di tale notifica e della data alla quale è pervenuta.

8) Un'appendice alla Convenzione conterrà unicamente disposizioni di natura tecnica.

Articolo 15

Firma, ratifica, accettazione, approvazione ed adesione

1) La presente Convenzione rimarrà aperta alla firma presso la sede dell'Organizzazione dal 30 Novembre 1990 fino al 29 Novembre 1991 e rimarrà successivamente aperta all'adesione. Ogni Stato può divenire Parte alla presente Convenzione mediante:

a) firma senza riserva di ratifica, accettazione o approvazione; oppure

b) firma con riserva di ratifica, accettazione o approvazione, seguita da ratifica, accettazione o approvazione; oppure

c) adesione.

2) La ratifica, l'accettazione, l'approvazione o l'adesione saranno effettuate mediante il deposito di uno strumento a tal fine presso il Segretario Generale.

Articolo 16

Entrata in vigore

1) La presente Convenzione entrerà in vigore dodici mesi dopo la data alla quale non meno di quindici Stati avranno sia firmato la Convenzione senza riserva per quanto riguarda la ratifica, l'accettazione o l'approvazione o depositato gli strumenti richiesti di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione in conformità con l'articolo 15.

2) Per gli Stati che hanno depositato uno strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione per quanto riguarda la presente Convenzione dopo che gli adempimenti per la sua entrata in vigore siano stati espletati, ma prima della sua entrata in vigore, la ratifica, l'accettazione,l' approvazione o l' adesione avranno effetto alla data di entrata in vigore della presente Convenzione oppure tre mesi dopo la data del deposito dello strumento - se quest'ultima è posteriore.

3) Per gli Stati che hanno depositato uno strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione dopo la data di entrata in vigore, la presente Convenzione diverrà effettiva tre mesi dopo la data di deposito dello strumento.

4) Ogni strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione depositato dopo la data alla quale un emendamento alla presente Convenzione é considerato accettato in base all'articolo 14, si applica alla Convenzione nella sua forma emendata.

Articolo 17
<u>Denuncia</u>

1) La presente Convenzione può essere denunciata da una qualsiasi delle Parti in ogni tempo allo scadere di cinque anni dalla data in cui la presente Convenzione entra in vigore per tale Parte.

2) la denuncia sarà inviata per mezzo di una notifica per iscritto inviata al Segretario Generale.

La denuncia ha effetto dodici mesi dopo la data in cui il Segretario Generale ne ha ricevuto notifica o allo scadere di qualsiasi periodo più lungo eventualmente indicato nella notifica.

Articolo 18

Depositario

1) La presente Convenzione é depositata presso il Segretario Generale.

2) Il Segretario Generale:

a) informa tutti gli Stati che hanno firmato la presente Convenzione o che vi hanno aderito:

i) di ogni nuova firma o deposito di uno strumento di ratifica, accettazione, approvazione o adesione e della relativa data;

ii) della data di entrata in vigore della presente Convenzione;

iii) del deposito di ogni strumento di denuncia di questa Convenzione, nonchè della data in cui la denuncia é entrata in vigore;

b) trasmette copie certificate conformi della presente Convenzione ai Governi di tutti gli Stati che hanno firmato la presente Convenzione o che vi hanno aderito.

All'atto dell'entrata in vigore della presente Convenzione, una copia certificata conforme della stessa é trasmessa dal Depositario al Segretario Generale delle Nazioni Unite, per essere registrata e pubblicata in conformità con l'Articolo 102 dello Statuto delle Nazioni Unite.

Articolo 19

Lingue

La presente Convenzione é redatta in un unico esemplare originale in lingua araba, cinese, francese, ingleses, russa e spagnola ciascun testo facendo ugualmente fede.

IN FEDE DI CHE, i sottoscritti a tal fine debitamente autorizzati dai loro rispettivi Governi hanno apposto la loro firma alla presente Convenzione.

FATTO a Londra, il 30 Novembre 1990

ANNESSO

Rimborso delle spese di assistenza

1) a) A meno che un accordo sulle disposizioni. finanziarie, disciplinante i provvedimenti presi dalle Parti per far fronte ad un incidente d'inquinamento da idrocarburi non sia stato concluso su base bilaterale o multilaterale prima dell'incidente da inquinamento da idrocarburi, ciascuna Parte prende a proprio carico i costi delle misure che ha adottato per far fronte all'inquinamento conformemente alle disposizioni del capoverso i) o ii) di seguito.

i) Se il provvedimento é stato adottato da una Parte su richiesta formale di un'altra Parte, la Parte richiedente rimborserà alla Parte che fornisce assistenza i costi di tali misure. La Parte richiedente può annullare la sua richiesta in qualsiasi momento, ma in tal caso essa sosterrà i costi già sostenuti o impegnati dalla Parte assistente.

ii) Se i provvedimenti sono stati adottati da una Parte di sua iniziativa, questa Parte sosterrà i costi di tali misure.

b) I principi stabiliti al capoverso (a) si applicheranno a meno che le Parti interessate non decidano diversamente di comune accordo per ogni caso individuale.

2) Salvo se diversamente deciso, i costi delle misure prese da una Parte su richiesta di un'altra Parte, saranno calcolati in modo equo conformemente alle leggi ed alla prassi in vigore nel paese della parte che fornisce assistenza in materia di rimborso di tali costi.

3) La Parte che richiede assistenza e la Parte che fornisce assistenza cooperano, ove necessario, per portare a buon fine ogni azione di richiesta di indennizzo. A tal fine, esse tengono debitamente conto degli ordinamenti esistenti. Se l'azione in tal modo esercitata non consente un indennizzo totale delle spese incorse nell'operazione di assistenza, la Parte che richiede l'assistenza può chiedere alla Parte che fornisce l'assistenza di rinunciare al rimborso di spese al di là delle somme indennizzate, o di ridurre i costi che sono stati calcolati secondo le disposizioni del paragrafo 2). Essa può inoltre ugualmente chiedere di soprassedere al rimborso di tali spese. Nell'esaminare questa richiesta, le Parti che forniscono assistenza tengono debitamente conto dei bisogni dei paesi in via di sviluppo.

4) Le disposizioni della presente Convenzione non saranno interpretate nel senso di pregiudicare in alcun modo i diritti delle Parti di ricuperare da terzi il costo dei provvedimenti adottati per far fronte all'inquinamento o alle minaccie di inquinamento in base ad altre disposizioni e regole applicabili del diritto nazionale ed internazionale.Si terranno particolarmente in considerazione la Convenzione Internazionale del 1969 sulla responsabilità civile per i danni derivanti dall' inquinamento da idrocarburi e la Convenzione Internazionale del 1971 istitutiva di un fondo internazionale per il risarcimento dei danni derivanti dall'inquinamento da idrocarburi o ogni successivo emendamento a tali Convenzioni.

ATTO FINALE DELLA CONFERENZA DI COOPERAZIONE INTERNAZIONALE SULLA PREPARAZIONE E LA LOTTA CONTRO L'INQUINAMENTO DA IDROCARBURI

1. In conformità con l'Articolo 2 b) della Convenzione dell'Organizzazione marittima internazionale, l'Assemblea dell'Organizzazione nella sua sedicesima sessione regolare, ha deciso, mediante adozione della Risoluzione A.674(116) del 19 ottobre 1989 di convocare una Conferenza internazionale in vista di prendere in esame l'adozione di una Convenzione internazionale sulla preparazione e la lotta contro l'inquinamento da idrocarburi.

2. Al riguardo l'Assemblea nella summenzionata sessione, ha fatto rilevare, adottando la Risoluzione A.644(16) del 19 ottobre 1989 sul programma di lavoro ed il bilancio per il sedicesimo esercizio finanziario 1990-1991, che il Governo degli Stati Uniti ha cortesemente deciso di finanziare una riunione preparatoria ed una Conferenza diplomatica della durata di una settimana.

3. Successivamente, l'Organizzazione è stata informata che il governo del Giappone e la Fondazione Industriale Giapponese di Costruttori navali avevano cortesemente convenuto di fornire un finanziamento supplementare in modo che la durata della Conferenza diplomatica potesse essere prolungata a due settimane.

4. La Conferenza si è svolta a Londra, presso la sede dell'Organizzazione Marittima Internazionale dal 19 al 30 Novembre 1990.

5. Hanno partecipato alla Conferenza i rappresentanti di 90 Stati, i.e. i rappresentanti di:

ALGERIA
ANTIGUA E BARBUDA
ARABIA SAUDITA
ARGENTINA
AUSTRALIA
BAHAMAS
BAHRAIN
BANGLADESH
BARBADOS
BELGIO
BRASILE
CAMBOGIA
CAMEROUN
CANADA
CAPO VERDE
CILE
CINA
COSTA RICA
COSTA D'AVORIO
CIPRO
REPUBBLICA DEMOCRATICA DI COREA
DANIMARCA
EQUADOR

EGITTO
EL SALVADOR
ETIOPIA
FIJI
FILIPPINE
FINLANDIA
FRANCIA
GABON
GERMANIA
GHANA
GIAPPONE
GIORDANIA
GRECIA
GRENADA
GUINEA
INDIA
ISLANDA
INDONESIA
IRAN(REPUBBLICA ISLAMICA DELL')
ITALIA
KENIA
KUWAIT
LIBANO
LIBERIA
MALAWI
MALESIA
MALDIVE
MALTA
MARSHALL(ISOLE)
MAURITIUS
MESSICO
MONACO
MAROCCO
MYANMAR
PAESI BASSI
NUOVA ZELANDA
NIGERIA
NORVEGIA
PAKISTAN
PERU
FILIPPINE
POLONIA
PORTOGALLO
REGNO UNITO DI GRAN BRETAGNA E D'IRLANDA DEL NORD
REPUBBLICA DI COREA
REPUBBLICA SOCIALISTA SOVIETICA DI UCRAINA
REPUBBLICA UNITA DI TANZANIA
UNIONE DELLE REPUBBLICHE SOCIALISTE SOVIETICHE
ROMANIA
SANTA LUCIA
SAN VINCENZO E GRENADINE
SENEGAL
SEYCHELLES
SINGAPORE
SPAGNA
STATI UNITI D'AMERICA
SUDAN
SVEZIA
TAILANDIA

TRINIDAD E TOBAGO
TUNISIA
TURCHIA
UGANDA
URUGUAY
VANUATU
VENEZUELA
VIET NAM
ZAIRE

6. Hanno inviato osservatori alla Conferenza i seguenti Stati:

CUBA
GUATEMALA
IUGOSLAVIA

7. HONG KONG, membro Associato dell'Organizzazione Marittima internazionale ha inviato un osservatore alla Conferenza.

8. Hanno partecipato alla Conferenza i seguenti organismi delle Nazioni Unite:

PROGRAMMA DELLE NAZIONI UNITE PER L'AMBIENTE (UNEP)
ORGANIZZAZIONE DELLE NAZIONI UNITE PER LO SVILUPPO INDUSTRIALE (UNIDO)
ORGANIZZAZIONE DELLE NAZIONI UNITE PER L'ISTRUZIONE, LA SCIENZA E LA CULTURA (UNESCO)
COMMISSIONE OCEANOGRAFICA INTERGOVERNATIVA (COI)

9. Hanno inviato osservatori alla Conferenza le seguenti quattro organizzazioni intergovernative:

ORGANIZZAZIONE PER LA COOPERAZIONE E LO SVILUPPO ECONOMICO (OCDE)
COMMISSIONE DELLE COMUNITA EUROPEE (CEE)
FONDO DI COMPENSAZIONE INTERNAZIONALE PER I DANNI DOVUTI AD INQUINAMENTO DA IDROCARBURI (FIPOL)
COMMISSIONE DI HELSINKI (HELCOM)

10.Hanno inviato osservatori alla Conferenza le seguenti nove organizzazioni internazionali non - governative :

CAMERA INTERNAZIONALE DI MARINA MERCANTILE (ICS)
COMITATO MARITTIMO INTERNAZIONALE (CMI)
ASSOCIAZIONE INTERNAZIONALE DEI PORTI (IAPH)
ASSOCIAZIONE INTERNAZIONALE DELLE SOCIETA DI CLASSIFICAZIONE (IACS)
OIL COMPANIES INTERNATIONAL MARINE FORUM (OCIMF)
OIL INDUSTRY INTERNATIONAL EXPLORATION AND PRODUCTION FORUM (E & P FORUM)
ASSOCIAZIONE INTERNAZIONALE DEGLI ARMATORI PETROLIFERI

INDIPENDENTI (INTERTANKO)
INTERNATIONAL TANKER OWNERS POLLUTION FEDERATION LIMITED (ITOFF)
ADVISORY COMMITTEE ON POLLUTION OF THE SEA (ACOPS)

11. Sua Eccellenza Abdeslam Zenined, Ambasciatore straordinario e plenipotenziario del Regno del Marocco nel Regno Unito e Capo della Delegazione del Marocco, è stato eletto Presidente della Conferenza.

12. La Conferenza ha eletto i vice-presidenti i cui nomi seguono in appresso:

Vice-Ammiraglio C. Toledo de la Maza	(Cile)
Yu Zhizong	(Cina)
J. Ostergaard	(Danimarca)
O.O. George	(Nigeria)
T.T Syquia	(Filippine)
M.O.A. Savin	(URSS)

13. Il Segretario della Conferenza era composto dei seguenti membri:

Segretario generale	W.A. O'Neil
Segretario esecutivo	K. Voskresensky Direttore Reparto ambiente marino
Vice-Segretari esecutivi	J. Wonham Direttore aggiunto capo Reparto ambiente marino
	D.T. Edwards Direttore aggiunto Reparto ambiente marino

14. La Conferenza ha costituito una Commissione plenaria avente mandato di esaminare il progetto di una Convenzione internazionale sulla preparazione e la lotta contro l'inquinamento da idrocarburi, nonché raccomandazioni e risoluzioni connesse.

15. La Conferenza ha costituito un Comitato di redazione composto da rappresentanti dei seguenti nove Stati:

ARGENTINA	SPAGNA	GIAPPONE
CINA	STATI UNITI D'AMERICA	REGNO UNITO DI GRANBRETAGNA E D'IRLANDA DEL NORD
EGITTO	FRANCIA	UNIONE DELLE REPUBBLICHE SOCIALISTE SOVIETICHE

16. E' stata nominata una Commissione di verifica dei poteri per verificare le credenziali dei rappresentanti

che hanno assistito alla Conferenza. La Commissione era composta da rappresentanti dei seguenti Stati:

CAMEROUN
IRAN (REPUBBLICA ISLAMICA DELL')
ITALIA
POLONIA
VENEZUELA

17. Le Commissioni ed il Comitato hanno eletto i seguenti uffici:

Commissione plenaria

Presidente	E.Jansen (Norvegia)
Vice-Presidenti	S.E. G.B. Cooper (Liberia)
	S.E. Sig.ra P.E.J.Rodgers (Bahamas)

Comitato di redazione

Presidente	Y. Sasamura (Giappone)
Vice-Presidente	J-F.Levy (Francia)

Commissione di verifica dei poteri

Presidente	J. Vonau (Polonia)

18. La Commissione si è avvalsa, come base dei suoi lavori :

- di un progetto di articoli per una Convenzione internazionale sulla preparazione e l'intervento contro l'inquinamento da idrocarburi, elaborato da una riunione preparatoria;

- di progetti di risoluzioni della Conferenza elaborati dalla riunione preparatoria.

19. La Conferenza ha altresi' esaminato proposte ed osservazioni sui summenzionati documenti, presentate dai governi e dalle organizzazioni interessate.

20. Al termine delle deliberazioni, la Conferenza ha adottato la:

CONVENZIONE INTERNAZIONALE DEL 1990 SULLA PREPARAZIONE, LA LOTTA E LA COOPERAZIONE IN MATERIA DI INQUINAMENTO DA IDROCARBURI

21. La Conferenza ha inoltre adottato le seguenti Risoluzioni:

1 Strumenti ed altri documenti elaborati dall'Organizzazione marittima internazionale cui è fatto riferimento in articoli della Convenzione internazionale del 1990 sulla preparazione la lotta e la cooperazione in materia di inquinamento da

idrocarburi,

2 Attuazione della Convenzione internazionale del 1990 sulla preparazione, la lotta e la cooperazione in materia di inquinamento da idrocarburi prima della sua entrata in vigore

3 Sollecita attuazione delle disposizioni dell'articolo 12 della Convenzione internazionale del 1990 sulla preparazione, la lotta e la cooperazione in materia di inquinamento da idrocarburi

4 Attuazione delle disposizioni dell'articolo 6 della Convenzione internazionale del 1990 sulla preparazione, la lotta e la cooperazione in materia di inquinamento da idrocarburi

5 Formazione di stock di materiale di lotta contro l'inquinamento da idrocarburi

6 Promozione di assistenza tecnica

7 Istituzione ed attuazione di un programma di formazione in materia di preparazione e di lotta contro l'inquinamento da idrocarburi

8 Miglioramento dei servizi di assistenza

9 Cooperazione tra gli Stati e gli assicuratori

10 Estensione della portata della Convenzione internazionale del 1990 sulla preparazione, la lotta e la cooperazione in materia di inquinamento da idrocarburi, alle sostanze nocive e potenzialmente pericolose

Tali Risoluzioni figurano nel Documento allegato al presente Atto Finale.

22. Il testo del presente Atto finale è redatto in un unico esemplare originale in lingua araba, cinese, francese, inglese, russa e spagnola, che sarà depositato presso il Segretario Generale dell'Organizzazione marittima internazionale.

23. Il Segretario Generale invierà copie certificate conformi del presente Atto finale e del Documento allegato, nonchè delle copie certificate conformi del testo autentico della Convenzione ai governi degli Stati invitati a farsi rappresentare alla Conferenza, in base alla loro richieste.

IN FEDE DI CHE i sottoscritti hanno apposto la loro firma sul presente Atto Finale.

FATTO A LONDRA, il trenta novembre millenovecentonovanta.

DOCUMENTO ALLEGATO

RISOLUZIONE 1 DELLA CONFERENZA

STRUMENTI ED ALTRI DOCUMENTI ELABORATI DALL'ORGANIZZAZIONE MARITTIMA INTERNAZIONALE CUI E FATTO RIFERIMENTO NEGLI ARTICOLI DELLA CONVENZIONE INTERNAZIONALE DEL 1990 SULLA PREPARAZIONE, LA LOTTA E LA COOPERAZIONE IN MATERIA DI INQUINAMENTO DA IDROCARBURI.

LA CONFERENZA,

AVENDO ADOTTATO la Convenzione internazionale del 1990 sulla preparazione, la lotta e la cooperazione in materia di inquinamento da idrocarburi (Convenzione OPRC)

RICONOSCENDO che le misure previste dalla Convenzione OPRC tengono conto delle disposizioni di altre Convenzioni importanti elaborate dall'Organizzazione marittima internazionale, ed in particolare della Convenzione internazionale del 1973 per la prevenzione dell' l'inquinamento da parte di navi, come modificata dal relativo Protocollo del 1978, anch'esso modificato (Marpol 73/78),

RICONOSCENDO ALTRESI' che la Convenzione OPRC deve completare e non ripetere le importanti disposizioni adottate dell'Organizzazione o sotto la sua guida, come quelle che figurano in Marpol 73/78, nelle sue direttive e nei suoi manuali,

NOTANDO che gli articoli 3,4,5 e 6 della Convenzione OPRC fanno riferimento in particolare ad alcune disposizioni di Marpol 73/78 e ad altri documenti elaborati dall'Organizzazione,

1. ADOTTA la lista degli strumenti ed altri documenti elaborati dall'Organizzazione cui è fatto riferimento negli articoli pertinenti della Convenzione OPRC, come figura in annesso alla presente Risoluzione;

2. INVITA il Comitato della protezione dell'ambiente marino dell'Organizzazione a mantenere aggiornata questa lista ;

3. PREGA il Segretario Generale dell'Organizzazione di includere questi riferimenti, aggiornandoli se del caso, nelle future edizioni delle pubblicazioni della Convenzione OPRC sotto forma di note a fondo pagina relative agli articoli pertinenti.

ANNESSO

TESTI CUI LA CONVENZIONE OPRC FA RIFERIMENTO

Articolo 3 1) a)

L'espressione "disposizioni adottate dall'Organizzazione", significa la regola 26 dell'Annesso I di Marpol 73/78.

Articolo 3 1) b)

L'espressione "accordi internazionali esistenti", significa gli articoli 5 e 7 di Marpol 73/78.

Articolo 4 2)

L'espressione "prescrizioni elaborate dall'Organizzazione" significa l'articolo 8 ed il Protocollo I di Marpol 73/78.

L'espressione "direttive e principi generali adottati dall'Organizzazione", significa i "principi generali applicabili ai sistemi di resoconto delle navi ed alle prescrizioni in materia di notifica, comprese le direttive relative alla notifica di avvenimenti che coinvolgono merci pericolose, sostanze nocive e/o inquinanti marini" che l'Organizzazione ha adottato con la risoluzione A.648(16).

Articolo 5 4)

"Il sistema di compilazione dei rapporti di inquinamento da idrocarburi" elaborato dall'Organizzazione figura all'appendice 2 della Sezione II (Pianificazione di urgenza) del Manuale sull'inquinamento da idrocarburi elaborato dal Comitato di protezione dell'ambiente marino dell'Organizzazione.

Articolo 6 1) b)

Le "direttive elaborate dall'Organizzazione" figurano nella sezione II (Pianificazione d'urgenza) del Manuale sull'inquinamento da idrocarburi elaborato dal Comitato di protezione dell'ambiente marino dell'Organizzazione.

RISOLUZIONE 2 DELLA CONFERENZA

ATTUAZIONE DELLA CONVENZIONE INTERNAZIONALE DEL 1990 SULLA PREPARAZIONE, LA LOTTA E LA COOPERAZIONE IN MATERIA DI INQUINAMENTO DA IDROCARBURI IN ATTESA DELLA SUA ENTRATA IN VIGORE.

LA CONFERENZA,

AVENDO ADOTTATO la Convenzione internazionale del 1990 sulla preparazione, la lotta e la cooperazione in materia di inquinamento da idrocarburi (Convenzione OPRC),

RICONOSCENDO che esiste in permanenza il rischio che si verifichi un incidente grave di inquinamento da idrocarburi e che i danni che possono derivarne avrebbero incidenze gravi sull'ambiente,

CONVINTA che è importante che gli Stati cooperino in materia di scambio di informazioni e che si prestino assistenza per quanto concerne la preparazione e la lotta contro l'inquinamento da idrocarburi,

CONSAPEVOLE della particolare vulnerabilità dei paesi che non sono in grado di ottenere con facilità informazioni e pareri sulla preparazione e la lotta all'inquinamento da idrocarburi,

RICONOSCENDO INOLTRE che è auspicabile che tutti i paesi che rischiano di essere colpiti da incidenti di inquinamento da idrocarburi istituiscano un sistema nazionale di lotta contro l'inquinamento da idrocarburi,

AUSPICANDO che le disposizioni della Convenzione OPRC abbiano effetto il prima possibile in modo da agevolare la cooperazione internazionale in materia di preparazione e di lotta contro l'inquinamento da idrocarburi,

1. INVITA tutti gli Stati, compresi quelli che non hanno partecipato alla Conferen.za, a firmare la Convenzione OPRC ed a divenirne Parti nonchè ad attuarne il prima possibile, le disposizioni;

2. CHIEDE a tutti gli Stati di istituire al più presto e nella misura del possibile, sistemi nazionali di lotta contro l'inquinamento da idrocarburi.

3. CHIEDE inoltre a tutti gli Stati, in attesa dell'entrata in vigore della Convenzione OPRC nei loro confronti, di cooperare tra di loro e con l'Organizzazione marittima internazionale, se del caso, al fine di scambiare informazioni sulla lotta all'inquinamento da idrocarburi e facilitare l'erogazione di una sollecita assistenza in caso di gravi incidenti di inquinamento da idrocarburi.

RISOLUZIONE 3 DELLA CONFERENZA

RAPIDA ATTUAZIONE DELLE DISPOSIZIONI DELL'ARTICOLO 12 DELLA CONVENZIONE INTERNAZIONALE DEL 1990 SULLA PREPARAZIONE, LA LOTTA E LA COOPERAZIONE IN MATERIA DI INQUINAMENTO DA IDROCARBURI

LA CONFERENZA,

AVENDO ADOTTATO la Convenzione internazionale del 1990 sulla preparazione, la lotta e la cooperazione in materia di inquinamento prodotto da idrocarburi (Convenzione OPRC),

NOTANDO le disposizioni della risoluzione A.448 (XI) dell'Assemblea dell'organizzazione marittima internazionale sulle intese regionali per lottare contro incidenti o gravi pericoli di inquinamento marino, nonchè le risoluzioni dell'Assemblea concernenti l'assistenza tecnica nel settore della protezione dell'ambiente marino (A.349(IX) e A.677(16)),

NOTANDO ALTRESI' in particolare l'articolo 12 della Convenzione OPRC con il quale le Parti hanno incaricato l'Organizzazione, sotto riserva del suo accordo e della sua disponibilità di risorse sufficienti ad esercitare stabilmente l'attività, di garantire determinate funzioni ed attività e conseguire taluni obiettivi della Convenzione OPRC,

NOTANDO INOLTRE che è importante tener conto dell'esperienza acquisita nell'ambito di accordi regionali di lotta contro l'inquinamento marino, come indicato nella Risoluzione A.674(16) dell'Assemblea,

RICONOSCENDO che è importante attuare rapidamente gli obiettivi dell'articolo 12 della Convenzione OPEC,

1. INVITA il Segretario generale dell'Organizzazione, prima dell'entrata in vigore della Convenzione OPRC, ad avviare una rapida realizzazione di tali funzioni ed attività al fine di raggiungere gli obiettivi enunciati nei paragrafi 1) a) e 1) b) dell'articolo 12 della Convenzione OPRC nei limiti delle risorse disponibili;

2. INVITA l'Organizzazione a fornire un'istanza nella quale possano essere esaminate le esperienze acquisite nell'ambito di convenzioni e di accordi regionali relativi alla lotta contro gli incidenti di inquinamento da idrocarburi;

3. PREGA il Segretario Generale di sottoporre all'Organizzazione, entro il termine di un anno a far data dalla Conferenza, un programma indicante le modalità con cui l'Organizzazione intende adempiere ai compiti menzionati nella Convenzione che comprendono elementi come lo spiegamento di risorse disponibili, l'esame e l'elaborazione di altre intese organizzative nonchè la determinazione delle incidenze finanziarie e di eventuali fonti di appoggio;

4. INVITA inoltre l'Organizzazione ad esaminare periodicamente l'avanzamento realizzato nell'attuazione dell'articolo 12 della Convenzione OPRC.

RISOLUZIONE 4 DELLA CONFERENZA

ATTUAZIONE DELLE DISPOSIZIONI DELL'ARTICOLO 6 DELLA CONVENZIONE INTERNAZIONALE DEL 1990 SULLA PREPARAZIONE, LA LOTTA E LA COOPERAZIONE IN MATERIA DI INQUINAMENTO PRODOTTO DA IDROCARBURI

LA CONFERENZA,

AVENDO ADOTTATO la Convenzione Internazionale del 1990 sulla preparazione, la lotta e la cooperazione in materia di inquinamento prodotto da idrocarburi (Convenzione OPRC)

RICONOSCENDO l'importanza del principio " chi inquina paga"

NOTANDO che l'articolo 6 della Convenzione OPRC prevede che le Parti instaurino un sistema nazionale che comporti un piano di emergenza e predispongano sia individualmente sia in cooperazione con altre Parti, dispositivi comportanti in particolare materiale di lotta ed un programma di formazione,

CONSAPEVOLE che nel caso di un incidente prodotto da inquinamento da idrocarburi, i provvedimenti immediatamente adottati dallo Stato minacciato sono essenziali e possono essere nella fase iniziale i più efficaci per proteggere le coste e limitare i danni che possono derivare da tale incidente,

SOTTOLINEANDO che, quando un'assistenza internazionale è richiesta dallo Stato minacciato, l'invio di di personale e di materiale può richiedere un certo periodo di tempo a causa delle distanze,

SOTTOLINEANDO INOLTRE che l'efficacità dell'assistenza dipende dalle misure di preparazione alla lotta e di formazione del personale, adottate per l'attuazione del piano di emergenza nazionale dello Stato minacciato,

CONSAPEVOLE che le risorse finanziarie di cui dispongono determinati paesi in via di sviluppo sono limitate,

RICONOSCENDO ALTRESI' che i provvedimenti di preparazione alla lotta necessitano di un aiuto finanziario specifico, da destinare a tal fine ai paesi in via di sviluppo,

1. INVITA le parti a tenere debitamente conto, nei loro programmi di cooperazione bilaterale e multilaterale ed a condizioni eque, dei fabbisogni dei Paesi in via di sviluppo a seguito dell'attuazione della Convenzione OPRC;

2. INVITA ALTRESI' il Segretario Generale dell'Organizzazione a dare il suo appoggio per individuare gli organismi internazionali suscettibili di fornire specifiche fonti di finanziamento , al fine di aiutare i paesi in via di sviluppo ad adempiere agli obblighi derivanti dalla Convenzione OPRC.

RISOLUZIONE 5 DELLA CONFERENZA

FORMAZIONE DI STOCK DI MATERIALE DI LOTTA CONTRO L'INQUINAMENTO PRODOTTO DA IDROCARBURI

LA CONFERENZA,

AVENDO ADOTTATO la Convenzione internazionale del 1990 sulla preparazione, la lotta e la cooperazione in materia di inquinamento da idrocarburi (Convenzione OPCR),

NOTANDO l'articolo 6 2) a) della Convenzione OPRC secondo il quale ciascuna parte istituisce in base ai suoi mezzi, sia individualmente, sia nel quadro di una cooperazione bilaterale o multilaterale, e, se del caso, in cooperazione con industrie petrolifere e marittime ed altre entità, un sistema che comporta un minimo di materiale prestabilito di lotta contro lo scarico di idrocarburi, nonché programmi relativi all'impiego di detto materiale,

NOTANDO ALTRESI' che uno degli elementi fondamentali della strategia dell'Organizzazione marittima internazionale per la protezione dell'ambiente marino consiste nel rafforzare i mezzi disponibili a livello nazionale e regionale per lottare contro l'inquinamento marino e promuovere la cooperazione tecnica a tal fine,

RICONOSCENDO che in caso di scarico di idrocarburi o di rischio di scarico, dovrebbero essere adottate a livello nazionale misure rapide ed efficaci,innanzitutto in vista di organizzare e di coordinare le attività volte a prevenire o mitigare l'inquinamento, nonché operazioni di pulizia,

RICONOSCENDO altresi' che uno dei principi fondamentali alla base del finanziamento delle spese sostenute in caso di inquinamento è il principio "chi inquina paga",

RICONOSCENDO inoltre l'importanza rappresentata dalla cooperazione e dalla reciproca assistenza nella lotta contro gravi incidenti da inquinamento da idrocarburi ai quali i paesi rischiano di non poter far fronte da soli, nonchè la necessità di potenziare lo stock di materiale di lotta contro lo scarico di idrocarburi, disponibile in determinate regioni del mondo particolarmente vulnerabili a gravi incidenti di inquinamento da idrocarburi a causa sia della forte densità del traffico marittimo, sia di un equilibrio ecologico particolarmente sensibile,

PRENDENDO ATTO CON SODDISFAZIONE delle attività svolte dall'Organizzazione in cooperazione con i paesi donatori ed il settore industriale, per costituire centri o stock di materiale di lotta contro lo scarico di idrocarburi in zone in cui i paesi in via di sviluppo sarebbero particolarmente vulnerabili o minacciati in caso di gravi incidenti di inquinamento da idrocarburi,

INVITA il Segretario generale dell'Organizzazione in consultazione con il Direttore esecutivo del Programma delle Nazioni Unite per l'ambiente, a prendere còntatto con le industrie petrolifere e marittime al fine :

a) di incoraggiare una più stretta cooperazione per aiutare i paesi in via di sviluppo ad applicare l'articolo 6 della Convenzione OPRC, ivi compresa una valutazione dei fabbisogni per quanto riguarda gli stock di materiale di lotta contro lo scarico di idrocarburi a livello regionale o sub--regionale al fine di completare quelli già formati;

b) di istituire un piano volto a creare centri o stock di materiale di lotta contro lo scarico di idrocarburi a livello regionale o sub-regionale allo scopo di aiutare i paesi in via di sviluppo ad attuare l'articolo 6 2) della Convenzione OPRC.

RISOLUZIONE 6 DELLA CONFERENZA
PROMOZIONE DELL'ASSISTENZA TECNICA

LA CONFERENZA,

AVENDO ADOTTATO la Convenzione internazionale del 1990 sulla preparazione, la lotta e la cooperazione in materia di inquinamento prodotto da idrocarburi (Convenzione OPRC),

NOTANDO che gli elementi chiave della riuscita di ogni azione di lotta contro l'inquinamento marino sono una corretta organizzazione amministrativa dei paesi interessati in questo settore ed almeno un minimo di preparazione tecnica,

CONSAPEVOLI della difficoltà che potranno incontrare taluni paesi in via di sviluppo per realizzare tale organizzazione e tale preparazione con le loro risorse,

RICONOSCENDO il ruolo svolto al riguardo dall'Organizzazione marittima internazionale, dagli accordi regionali, dalla cooperazione bilaterale e dai programmi del settore industriale,

RICONOSCENDO ALTRESI' il contributo fornito al riguardo dal Programma di cooperazione tecnica dell'Organizzazione, dal Programma delle Nazioni Unite per lo sviluppo, dal Programma delle Nazioni Unite per l'ambiente e dalle istituzioni di assistenza nazionali,

NOTANDO ALTRESI' la risoluzione A.677(16) con la quale il Segretario generale dell'Organizzazione è invitato a procedere con urgenza ad una valutazione dei problemi che si pongono ai paesi in via di sviluppo in vista di determinare gli obiettivi a lunga scadenza del programma di assistenza tecnica dell'Organizzazione nel settore dell'ambiente, ed a fare rapporto all'Assemblea dell'Organizzazione nella sua diciasettesima sessione sui risultati di questa valutazione,

NOTANDO INOLTRE che il Segretario generale ha convocato a tal fine un gruppo consultivo,

1. CHIEDE agli Stati Membri dell'Organizzazione se del caso in cooperazione con l'Organizzazione, con gli altri Stati interessati, con le organizzazioni internazionali o regionali competenti e con i programmi del settore industriale, di rafforzare l'azione volta ad assistere i paesi in via di sviluppo, in particolare per quanto riguarda:

a) la formazione di personale,

b) la disponibilità di tecniche,di materiale e di adeguate installazioni,

necessarie per la preparazione e la lotta contro l'inquinamento da idrocarburi, in modo tale che essi possano installare almeno le strutture e le risorse minime per la lotta contro gli incidenti di inquinamento da

idrocarburi proporzionalmente ai rischi percepiti derivanti da tali incidenti.

2. CHIEDE ALTRESI' agli Stati Membri se del caso in cooperazione con l'Organizzazione, con gli altri Stati interessati, con le Organizzazioni internazionali e regionali competenti ed i programmi del settore industriale, di rafforzare l'azione volta ad assistere i paesi in via di sviluppo nel dare l'avvio a programmi comuni di ricerca-sviluppo;

3. CHIEDE agli Stati Membri di contribuire senza indugio a queste azioni, tra l'altro nell'ambito di una cooperazione bilaterale o multilaterale;

4. PREGA inoltre l'Organizzazione di procedere ad una rivalutazione dei principi che regolano la cooperazione e l'assistenza enunciate negli articoli 7, 8 e 9 della Convenzione OPRC in considerazione della Conferenza delle Nazioni Unite del 1992 sull'ambiente e lo sviluppo.

RISOLUZIONE 7 DELLA CONFERENZA

ISTITUZIONE ED ATTUAZIONE DI UN PROGRAMMA DI FORMAZIONE IN MATERIA DI PREPARAZIONE E DI LOTTA CONTRO L'INQUINAMENTO PRODOTTO DA IDROCARBURI

LA CONFERENZA,

AVENDO ADOTTATO la Convenzione internazionale del 1990 sulla preparazione, la lotta e la cooperazione in materia di inquinamento prodotto da idrocarburi,

NOTANDO che uno degli elementi chiave della strategia dell'Organizzazione marittima internazionale per la protezione dell'ambiente marino è di rafforzare, a livello nazionale e regionale,la capacità di adottare misure volte a prevenire, controllare ed attenuare l'inquinamento marino, a lottare contro quest'ultimo ed a promuovere la cooperazione tecnica necessaria a tal fine,

CONSAPEVOLE che la capacità di uno Stato di far fronte ad un incidente di inquinamento da idrocarburi dipende dalla disponibilità di materiale di lotta contro lo scarico di idrocarburi nonché di personale qualificato al riguardo,

RICONOSCENDO il ruolo svolto dall'Organizzazione nella realizzazione di corsi di formazione a livello nazionale, regionale e mondiale e nella elaborazione di aiuti alla formazione in vista di fornire le cognizioni tecniche necessarie, in particolare ai paesi in via di sviluppo, nell'ambito della lotta contro gli incidenti di inquinamento marino.

RICONOSCENDO INOLTRE il ruolo svolto dall'Università marittima mondiale e dalle sue succursali nel fornire mezzi di formazione ad alto livello per il personale, in particolare quello proveniente dai paesi in via di sviluppo,

RICONOSCENDO INOLTRE l'appoggio fornito dal Programma delle Nazioni Unite per lo sviluppo, dal Programma delle Nazioni Unite per l'ambiente e da vari Stati Membri a favore della formazione del programma di cooperazione tecnica dell'Organizzazione,

CONSIDERANDO che è necessario che tutti coloro che si occupano del trasporto in mare di idrocarburi e della sua incidenza sull'ambiente , effettuino sforzi sempre maggiori a livello internazionale al fine di realizzare un programma mondiale di formazione in materia di preparazione e di lotta contro l'inquinamento da idrocarburi,

1. INVITA il Segretario generale dell'Organizzazione, in cooperazione con i governi interessati, le organizzazioni internazionali e regionali competenti e le industrie petrolifere e marittime, a sforzarsi di istituire un programma completo di formazione per quanto concerne la preparazione e la lotta contro l'inquinamento prodotto da idrocarburi;

2. INVITA inoltre il Comitato di protezione dell'ambiente marino dell'Organizzazione, in base alle proposte formulate dal Segretario generale,ad esaminare e approvare,se del caso, l'elaborazione di un tale programma di formazione in materia di preparazione e di lotta contro l'inquinamento da idrocarburi;

3. INVITA INOLTRE gli Stati membri dell'Organizzazione a fare di tutto per fornire le cognizioni tecniche necessarie per la realizzazione e l'attuazione di detto programma di formazione.

RISOLUZIONE 8 DELLA CONFERENZA

MIGLIORAMENTO DEI SERVIZI DI ASSISTENZA

LA CONFERENZA,

AVENDO ADOTTATO la Convenzione internazionale del 1990 sulla preparazione, la lotta e la cooperazione in materia di inquinamento prodotto da idrocarburi,

.CONSIDERANDO che è necessario garantire l'esistenza di una capacità d'assistenza sufficiente a livello mondiale, e ricompensare il ruolo di prevenzione di coloro che forniscono assistenza nell'ambito dell'inquinamento marino,

RICORDANDO che la Convenzione internazionale del 1989 sull'assistenza, con la quale sono state adottate misure per incitare gli assistenti a prevenire l'inquinamento marino con le loro operazioni di assistenza, non è ancora entrata in vigore,

NOTANDO CON INTERESSE che la terza Conferenza internazionale sulla protezione del Mare del Nord ha deciso l'8 marzo 1990, di svolgere un'azione concertata in seno all'Organizzazione marittima internazionale, allo scopo di vigilare che vi sia una sufficiente capacità di assistenza a livello mondiale,

RICONOSCENDO le conoscenze specializzate e l'esperienza acquisite dagli assistenti che svolgono efficacemente il servizio di assistenza a livello internazionale,

RICONOSCENDO INOLTRE il ruolo essenziale svolto dagli assistenti per far fronte ad incidenti che causano o che sono suscettibili di causare l'inquinamento dei mari,

IN CONSIDERAZIONE del fatto che talune indicazioni fanno pensare che vi è pericolo che un quantitativo considerevole della capacità di assistenza appropriata non sia più disponibile ai fini dell'assistenza,

CONSAPEVOLE della necessità di assicurare una sufficiente capacità di assistenza lungo i principali percorsi di navigazione seguiti dalle navi che effettuano trasporti internazionali di idrocarburi e di altre sostanze nocive,

1. SOLLECITA gli Stati affinchè ratifichino la Convenzione internazionale del 1989 sull'assistenza o vi aderiscano non appena possibile:

2. CHIEDE agli Stati membri dell'Organizzazione di passare in rassegna il dispositivo di assistenza di cui dispongono e di fare rapporto all'Organizzazione non oltre un anno a decorrere dalla Conferenza, riguardo alle loro capacità di assistenza pubbliche e private atte a realizzare operazioni di assistenza in vista di impedire o di ridurre in tutta la misura del possibile i danni dell'ambiente marino;

3. CHIEDE agli Stati Membri il cui litorale è stato minacciato o colpito da un incidente di inquinamento marino, di notificare l'Organizzazione riguardo ad altre misure appropriate da essi adottate per utilizzare il dispositivo di assistenza in vista di far fronte a tali incidenti.

4. CHIEDE al Segretario generale dell'Organizzazione di consultare l'Unione internazionale di salvataggio, gli assistenti, gli assicuratori, i proprietari di navi ed il settore petrolifero riguardo alla disponibilità presente e futura di mezzi di assistenza e di fare rapporto al Comitato di protezione dell'ambiente marino dell'Organizzazione sui risultati delle sue consultazioni.

RISOLUZIONE 9 DELLA CONFERENZA

COOPERAZIONE TRA GLI STATI E GLI ASSICURATORI

LA CONFERENZA,

AVENDO ADOTTATO la Convenzione internazionale del 1990 sulla preparazione, la lotta e la cooperazione in materia di inquinamento da idrocarburi,

CONSAPEVOLE delle difficoltà in cui uno Stato colpito da un incidente di inquinamento si può trovare quando intende acquisire informazioni utili e necessarie alla lotta contro l'inquinamento,

RICONOSCENDO il ruolo che può essere svolto dai consiglieri ed esperti tecnici degli assicuratori per la fornitura di tali informazioni,

CONVINTA che è auspicabile instaurare una stretta cooperazione tra lo Stato vittima di un caso di inquinamento e gli assicuratori,

CHIEDE ai consiglieri ed esperti techici degli assicuratori di cooperare con gli Stati in vista di scambiare informazioni tecniche per garantire una efficace lotta in caso di incidenti di inquinamento prodotti da idrocarburi.

RISOLUZIONE 10

ESTENSIONE DELLA PORTATA DELLA CONVENZIONE INTERNAZIONALE DEL 1990 SULLA PREPARAZIONE, LA LOTTA E LA COOPERAZIONE IN MATERIA DI INQUINAMENTO PRODOTTO DA IDROCARBURI, ALLE SOSTANZE NOCIVE E POTENZIALMENTE PERICOLOSE

LA CONFERENZA,

AVENDO ADOTTATO la Convenzione internazionale sulla preparazione, la lotta e la cooperazione in materia di inquinamento da idrocarburi (Convenzione OPCR),

NOTANDO l'articolo 38 a) della Convenzione che istituisce l'Organizzazione marittima internazionale, relativo all'esercizio da parte del Comitato per la protezione dell'ambiente marino dell'Organizzazione, di funzioni conferite o suscettibili di essere conferite all'Organizzazione ai sensi o in virtù di convenzioni internazionali,

RICONOSCENDO che l'inquinamento marino prodotto da discariche accidentali di sostanze nocive e potenzialmente pericolose potrebbe minacciare l'ambiente marino e gli interessi degli Stati costieri,

RICONOSCENDO altresi' l'esistenza di strumenti internazionali relativi al trasporto di sostanze potenzialmente pericolose e della Risoluzione A.676(16) dell'Assemblea sul movimento transfrontaliero di rifiuti pericolosi,

ESSENDO A CONCOSCENZA ALTRESI' del fatto che buona parte delle convenzioni ed accordi regionali esistenti in materia di cooperazione nella lotta contro gli incidenti di inquinamento marino si applicano sia agli idrocarburi sia ad altre sostanze nocive,

CONSIDERANDO che è auspicabile allargare la portata della Convenzione OPRC affinché essa si applichi, in tutto o in parte, agli incidenti di inquinamento marino che implicano sostanze nocive e potenzialmente pericolose,

CONSIDERANDO altresi' che è auspicabile che la Convenzione OPRC venga attuata dalle Parti, se del caso e nella misura del possibile, agli incidenti di inquinamento marino che implicano sostanze nocive e potenzialmente pericolose diverse dagli idrocarburi,

RITENENDO che i mezzi per far fronte ad un incidente di inquinamento marino implicante sostanze nocive e potenzialmente pericolose differiscono considerevolmente,

sotto alcuni aspetti, dai mezzi utilizzati per la preparazione e la lotta contro l'inquinamento da idrocarburi,

RICONOSCENDO inoltre che l'Organizzazione prosegue i suoi lavori in vista di elaborare un ordinamento giuridico internazionale di responsabilità e di indennizzazione per quanto riguarda il trasporto via mare di sostanze nocive e potenzialmente pericolose e che è opportuno adottare rapidamente una Convenzione al riguardo,

1. INVITA l'Organizzazione marittima internazionale ad intraprendere lavori in vista di elaborare uno strumento appropriato che consentirebbe di allargare la portata della Convenzione OPRC affinché essa possa applicarsi, in tutto o in parte, agli incidenti di inquinamento prodotto da sostanze potenzialmente pericolose diverse dagli idroarburi, e ad elaborare a tal fine una proposta;

2. CHIEDE CON INSISTENZA alle Parti alla Convenzione OPRC di applicare le appropriate disposizioni della Convenzione nella misura del possibile e qualora sia appropriato, alle sostanze nocive e potenzialmente pericolose, in attesa dell'adozione e dell'entrata in vigore di un uno strumento vertente su queste sostanze.

LAVORI PREPARATORI

Senato della Repubbliva (atto n. 3043):

Presentato dal Ministro degli affari esteri (DINI) il 3 febbraio 1998.

Assegnato alla 3ª commissione (Affari esteri), in sede referente, il 24 febbraio 1998, con pareri delle commissioni 1ª, 5ª, 7ª, 8ª, 9ª, 10ª e 13ª

Esaminato dalla 3ª commissione il 13 maggio 1998.

Relazione scritta annunciata il 28 maggio 1998 (atto n. 3043/*A* - relatore sen. SQUARCIALUPI).

Esaminato in aula ed approvato il 3 giugno 1998.

Camera dei deputati (atto 4955):

Assegnato alla III commissione (Affari esteri), in sede referente, il 12 giugno 1998, con pareri delle commissioni I, V, VIII, IX e X.

Esaminato dalla III commissione il 1° ottobre 1998.

Relazione scritta annunciata il 6 ottobre 1998 (atto n. 4955/*A* relatore on. LECCESE).

Esaminato in aula il 30 novembre 1998 e approvato il 1° dicembre 1998.

99G0011

LEGGE 15 dicembre 1998, n. **465.**

Ratifica ed esecuzione dell'accordo per i trasporti internazionali su strada tra il Governo della Repubblica italiana ed il Governo della Repubblica islamica dell'Iran, fatto a Roma il 25 luglio 1990.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare l'accordo per i trasporti internazionali su strada tra il Governo della Repubblica italiana ed il Governo della Repubblica islamica dell'Iran, fatto a Roma il 25 luglio 1990.

Art. 2.

1. Piena ed intera esecuzione è data all'accordo di cui all'articolo 1, a decorrere dalla data della sua entrata in vigore in conformità a quanto disposto dall'articolo 16 dell'accordo stesso.

Art. 3.

1. All'onere derivante dall'attuazione della presente legge, valutato in lire 19 milioni annue per ciascuno degli anni 1998 e 2000, si provvede mediante corrispondente riduzione dello stanziamento iscritto, ai fini del bilancio triennale 1998-2000, nell'ambito dell'unità previsionale di base di parte corrente «Fondo speciale» dello stato di previsione del Ministero del tesoro, del bilancio e della programmazione economica per l'anno finanziario 1998, allo scopo parzialmente utilizzando l'accantonamento relativo al Ministero degli affari esteri.

2. Il Ministro del tesoro, del bilancio e della programmazione economica è autorizzato ad apportare, con propri decreti, le occorrenti variazioni di bilancio

Art. 4.

1. La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale.*

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserita nella Raccolta ufficiale degli atti normativi della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 15 dicembre 1998

SCÀLFARO

D'ALEMA, *Presidente del Consiglio dei Ministri*

DINI, *Ministro degli affari esteri*

Visto, *il Guardasigilli:* DILIBERTO

A C C O R D O
PER I TRASPORTI INTERNAZIONALI SU STRADA
T R A
IL GOVERNO DELLA REPUBBLICA ITALIANA
E
IL GOVERNO DELLA REPUBBLICA ISLAMICA DELL'IRAN

P R E A M B O L O

Il Governo della Repubblica Italiana ed il Governo della Repubblica Islamica dell'Iran, qui di seguito citati come "Parti contraenti", desiderando regolare ed incoraggiare il trasporto internazionale su strada di merci tra i loro paesi e in transito sui loro territori, hanno convenuto quanto segue:

DISPOSIZIONI INTRODUTTIVE

ARTICOLO 1
DEFINIZIONI

1) Per "vettore" si intende una persona fisica o giuridica residente in Iran o in Italia che sia autorizzata, in forza delle leggi vigenti nel rispettivo paese, ad effettuare trasporto internazionale su strada di merci.

2) Per "veicolo" si intende ogni veicolo a motore impiegabile su strada ed ogni rimorchio e semi-rimorchio, volti ad essere qui collegati nei modi seguenti:
   a) costruiti per trasportare merci (veicolo merci);
   b) registrato nel territorio di una delle due Parti Contraenti.

In materia di veicoli merci, il termine "veicolo" si riferisce ad ogni veicolo singolo o ad un insieme di veicoli, perchè entrambi, l'unità di trazione (autocarro o trattore) e il suo rimorchio o semi-rimorchio, siano registrati nello stesso territorio.

ARTICOLO 2

CAMPO D'APPLICAZIONE

Ai sensi del presente Accordo, i vettori sono autorizzati a trasportare su strade merci tramite veicoli tra i territori delle Parti Contraenti o in transito sui loro territori.

TRASPORTO DI MERCI

ARTICOLO 3

Il trasporto di merci tramite veicoli registrati nei territori delle Parti Contraenti richiedono un'autorizzazione:

a) tra i territori delle Parti Contraenti;
b) in transito sui loro territori;
c) quando si parte dal territorio dell'altra Parte Contraente alla volta di uno Stato Terzo, ovvero quando provenien

do da uno Stato Terzo si giunge in quello dell'altra Parte Contraente purchè si tratti dello stesso viaggio e purchè, seguendo la rotta normale, il veicolo attraversi il paese in cui è registrato.

Un tale permesso è valido ad uso di un veicolo o di un insieme di veicoli. E' rilasciato per uno specifico periodo di tempo e in ogni caso riguarda un solo viaggio.

ARTICOLO 4

AUTORIZZAZIONI

1) La Commissione Mista, di cui all'art. 14, deciderà il tipo e il numero dei permessi, su base di reciprocità.

a) I permessi necessari ai veicoli iraniani, che si dirigono verso il territorio della Repubblica Italiana, saranno rilasciati dalle competenti autorità iraniane su moduli speciali inviati dalle competenti autorità italiane in conformità con il contingente fissato dalla Commissione Mista.

b) I permessi necessari ai veicoli italiani, che si dirigono verso il territorio della Repubblica Islamica dell'Iran; saranno rilasciati dalle competenti autorità italiane su moduli speciali inviati dalle competenti autorità iraniane in conformità con il contingente fissato dalla Commissione Mista.

2) I permessi debbono essere utilizzati per un solo viaggio (andata e ritorno) e saranno validi per un lasso di tempo pari a 3 mesi a partire dalla data di rilascio.

ARTICOLO 5

OPERAZIONI ECCEZIONALI DI TRASPORTO

a) Qualora le dimensioni, il peso o la pressione assiale del veicolo superi i limiti massimi permessi nel territorio di

una delle Parti Contraenti, il veicolo necessita di un'autorizzazione speciale da parte dell'autorità competente della Parte contraente interessata.

b) Qualora tale autorizzazione preveda che il veicolo debba utilizzare una rotta specifica, i trasporti sono permessi solo su detta rotta.

DISPOSIZIONI GENERALI

ARTICOLO 6

CONTROLLO DEI DOCUMENTI

a) I permessi ed ogni altro documento richiesto ai sensi del presente Accordo debbono essere tenuti sul veicolo ed esibiti su richiesta delle autorità competenti delle Parti Contraenti.

b) I permessi di cui al presente Accordo debbono essere timbrati all'entrata ed all'uscita, da parte delle autorità competenti dello Stato per cui sono stati rilasciati.

ARTICOLO 7

PROIBIZIONI DEL TRASPORTO INTERNO

Le disposizioni del presente Accordo non permettono ai vettori di una delle Parti Contraenti di trasportare merci all'interno del territorio dell'altra Parte Contraente da un punto all'altro nell'ambito dello stesso territorio.

ARTICOLO 8

IMPOSTE E CARICHI

1. I vettori di una Parte Contraente che trasportino merci verso il territorio dell'altra Parte Contraente, in conformità al presente Accordo, devono versare le imposte ed i carichi dovuti per i veicoli e per la loro circolazione, nonché per le operazioni di trasporto secondo le leggi e i regolamenti nazionali di quest'ultima.

2. La Commissione Mista esaminerà la possibilità di concedere esenzioni e/o riduzioni delle sopramenzionate imposte e carichi di reciprocità. Ogni proposta di detta Commissione a questo riguardo sarà soggetta all'approvazione ed alla ratifica delle autorità competenti di ognuna delle Parti Contraenti secondo le proprie leggi e regolamenti nazionali.

ARTICOLO 9
FORMALITA' DOGANALI

1. La temporanea importazione di veicoli nel territorio dell'altra Parte Contraente è soggetta alle leggi ed ai regolamenti nazionali di quella Parte Contraente.
2. Il combustibile ed i lubrificanti contenuti nei serbatoi standar del veicolo di una delle Parti Contraenti temporaneamente importato nel territorio dell'altra Parte contraente saranno esenti da carichi e imposte di importazioni e non saranno soggetti a proibizioni e restrizioni, purchè i serbatoi siano quelli inizialmente installati dalla casa di costruzione del veicolo e direttamente collegati al motore
3. I pezzi di ricambio importati al fine di riparare un determinato veicolo, che sia già stato temporaneamente importato, saranno temporaneamente ammessi, esenti da carichi e imposte di importazione, e non saranno soggetti ad alcuna proibizione o restrizione. Le Parti Contraenti possono richiedere che tali pezzi di ricambio vengano registrati su una autorizzazione temporanea di importazione. I pezzi di ricambio

che siano stati sostituiti devono essere soggetti al pagamento di imposte e dazi di importazione, oppure riesportati o distrutti sotto la supervisione delle autorità competenti dopo aver ottenuto la necessaria autorizzazione, o posti a libera disposizione di queste autorità, in conformità alle leggi e ai regolamenti nazionali del paese in cui i sopracitati pezzi di ricambio erano stati importati.

4. L'equipaggio del veicolo stradale viene autorizzato a portare con sè attrezzi di riparazione temporanea normalmente tenuti nei veicoli e necessari durante il viaggio.
   L'importazione degli effetti personali dell'equipaggio del veicolo stradale di una delle Parti Contraenti nel territorio dell'altra Parte Contraente sarà soggetta alla legislazione nazionale di quest'ultima.

ARTICOLO 10
APPLICAZIONE DELLA LEGISLAZIONE NAZIONALE

Per tutte quelle materiè non regolate dal presente Accordo, i vettori e gli equipaggi dei veicoli di una Parte Contraente devono rispettare le disposizioni e i regolamenti legali della altra Parte Contreente, in particolare quelli che regolano la sicurezza della circolazione dei veicoli in viaggio sul territorio di quest'ultima o durante la loro sosta in essa.

ARTICOLO 11

VIOLAZIONI

1) Qualora un vettore o l'equipaggio del veicolo infranga le leggi e i regolamenti vigenti sul territorio dell'altra Parte Contraente, le disposizioni del presente Accordo o le condizioni fissate nel permesso di trasporto, l'autorità competente del paese in cui è stato registrato il veicolo può, su richiesta dell'autorità competente dell'altra Parte Contraente, adottare le seguenti misure:
   a) diffidare il vettore;
   b) interrompere il rilascio di permessi al vettore per i trasporti nel territorio della Parte Contraente in cui è stata commessa la violazione, o revocare un permesso precedentemente rilasciato.

2) Le autorità competenti di entrambe le Parti Contraenti si notificheranno a vicenda ogni violazione di cui al paragrafo (1) così come le misure adottate.

3) Il presente Articolo non pregiudicherà alcuna misura sancita dalla legge che possa essere adottata dai Tribunali o dalle autorità esecutive della Parte Contraente nel cui territorio sia stata commessa la violazione.

ARTICOLO 12

AUTORITA' COMPETENTI

Le autorità designate per l'attuazione del presente Accordo sono le seguenti:

Nel caso del Governo della Repubblica Islamica dell'Iran:

Il Ministro dei Trasporti

Nel caso del Governo della Repubblica Italiana:

Il Ministero dei Trasporti.

ARTICOLO 13

PAGAMENTI

1. Tutti i pagamenti derivanti dall'applicazione del presente Accordo saranno effettuati in valute convertibili e "liberamente" trasferibili dopo l'adempimento dei relativi oneri fiscali.

2. Qualora venga concluso un accordo per il pagamento tra le due Parti Contraenti, i pagamenti menzionati al paragrafo 1) dovranno essere effettuati secondo i termini di tale Accordo.

ARTICOLO 14

COMMISSIONE MISTA

1) I rappresentanti delle Parti Contraenti costituiranno una Commissione Mista che regolerà tutte le materie concernenti l'attuazione e l'applicazione del presente Accordo.

2) La Commissione Mista si riunirà, su richiesta di ciascuna Parte Contraente, alternativamente in Italia e in Iran.

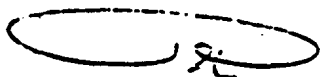
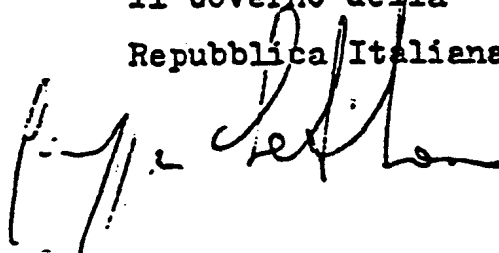
ARTICOLO 15

Le disposizioni del presente Accordo non invalideranno gli impegni internazionali assunti da una delle Parti Contraenti in base alla sua appartenenza ad un'intesa regionale o sub-regionale, o ad un accordo economico multilaterale a livello internazionale.

ARTICOLO 16

Entrata in vigore e durata della validità.

1) Il presente Accordo entrerà in vigore sessanta giorni dopo che le Parti Contraenti si siano notificate a vicenda, per iscritto, tramite i canali diplomatici, che esse hanno adempiuto ai requisiti costituzionali per l'entrata in vigore del presente Accordo.

2) Il presente Accordo viene concluso per un periodo di un anno. Di conseguenza resterà in vigore fatto salvo il diritto di una delle Parti Contraenti di inviare con un preavviso di sei mesi all'altra Parte Contraente, in qualsiasi momento, una notifica scritta di denuncia.

Fatto a ROMA il 25-7-1990 (3-5-1369)
con un preambolo e 16 articoli in 2 copie originali nelle lingue Farsi, Italiana e Inglese, tutti e tre i testi facenti egualmente fede. In caso di divergenza nell'interpretazione prevarrà il testo Inglese.

Per
Il Governo della Repubblica
Islamica dell'Iran

Per
Il Governo della
Repubblica Italiana

AGREEMENT ON INTERNATIONAL ROAD TRANSPORT BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF ITALY AND THE GOVERNMENT OF THE ISLAMIC REPUBLIC OF IRAN

Preamble

The Government of the Islamic Republic of Iran and the Government of the Republic of Italy hereinafter referred to as the "Contracting Parties", desiring to regulate and encourage the international transport by road of goods between their countries and in transit through their territories, have agreed as follows:

INTRODUCTORY PROVISIONS

Article 1
Definitions

(1) The term "carrier" means a physical or juridical person residing in Iran or in Italy which is licensed by the laws in force in the respective country to effect international transportation of goods by road.

(2) The term "vehicle" means any motor vehicle used on road, and any trailer or semi-trailer, designed to be coupled thereto, which are:

a) constructed either to carry more than eight persons excluding the driver (passanger vehicle), or to transport goods (goods vehicle)

b) registered in the territory of either of the Contracting Parties.

With regard to the goods vehicle, the term "vehicle" shall refer to any single vehicle or a combination of vehicles, provided that both, the tractive unit (truck or tractor) and its trailer or semi-trailer are registered in the same territory.

Article 2
Scope

Under this Agreement, the carriers are entitled to transport goods by road in vehicles between the territories of the Contracting Parties or in transit through their territories.

TRANSPORT OF GOODS
Article 3

The carriage of goods by the vehicles registered in the territories of the Contracting Parties shall require a permit:
a) between the territories of the Contracting Parties;
b) in transit through their territories;
c) when starting from the territory of the other Contracting Party for a third country or when coming from a third country to the territory of the other Contracting Party, provided that during the same journey and following the normal route the vehicle crosses the country in which it is registered.

Such a permit will be valid for the use of one vehicle or a combination of vehicles. It shall be issued for a specific period of time and shall in each case cover one journey.

Article 4
Permits

1. The Joint Commission, mentioned in Article 14, will decide upon the type and number of permits, on a reciprocal basis.

   (a) The permits necessary for Iranian vehicles, which travel to the territory of the Republic of Italy, shall be issued by the pertinent Iranian authorities on special forms sent by the pertinent Italian authorities in accordance with the quota laid down by the Joint Commission.

   (b) The permits necessary for Italian vehicles, which travel to the territory of the Islamic Republic of Iran, shall be issued by the pertinent Italian authorities on special forms sent by the pertinent Iranian authorities in accordance with the quota laid down by the Joint Commission.

2. Permits are to be used for a single trip (outward and return) and shall remain valid for a period of three months as of the date of issue.

Article 5
Exceptional Transport Operations

(a) If dimensions, weight, or the axle pressure of the vehicle exceeds the maximum limits permitted in the territory of either Contracting Party, the vehicle requires a special authorization from the competent authority of the Contracting Party concerned.

(b) Where such authorization stipulates that the vehicle must use a specific route, transports are only permissible on that route.

GENERAL PROVISIONS

Article 6
Control of Documents

(a) The permits and any other documents required under this Agreement shall be carried on the vehicle and produced on request to the competent authorities of the Contracting Parties.

(b) The permits referred to in the present Agreement are to be stamped on entry and exit by the competent authorities of the state for which they have been issued.

Article 7
Prohibition of Internal Transportation

The provisions of this Agreement shall not permit the carriers of either Contracting Parties to carry goods within the territory of the other Contracting Party from one point to another within the same territory.

Article 8
Taxes and charges

1. The carriers of one Contracting Party transporting goods to the territory of the other Contracting Party in compliance with the present Agreement shall pay taxes and charges due for vehicles, circulation of them, as well as transport operations according to national laws and regulations of the latter.

2. The Joint Commission shall examine the possibility of granting exemption and/or reductions on the above mentioned taxes and charges, on a reciprocal basis. Any proposal of the said Commission in this regard shall be subject to the approval and ratification of the competent authorities of each Contracting Party according to its national laws and regulations.

Article 9
Custom formalities

(1) The temporary importation of vehicle to the territory of the other Contracting Party is subject to the national laws and regulations of that Contracting Party.

(2) Fuel and lubricants contained in the standard tanks of the vehicle of one of the Contracting Parties temporarily imported into the territory of the other Contracting Party shall be exempted from import duties and taxes and shall not be subject to prohibitions and restrictions, provided that the tanks are the ones initially installed by the manufacturer of the vehicle and directly connected with the engine.

(3) Spare parts imported in order to repair a specific vehicle, which has already been temporarily imported, shall be temporarily admitted free of import duties and taxes and with no import prohibition or restriction. The Contracting Parties may require such parts to be recorded on a temporary import permit.
Spare parts which have been replaced must be subject to the payment of import duties and taxes, or re-exported, or destroyed under the supervision of the relevant authorities after obtaining the necessary authorization, or placed at the free disposal of these authorities in accordance with the national laws and regulations of the country in which the afore-mentioned parts were imported in.

(4) The crew of the road vehicle shall be allowed to carry along with them temporarily repair tools normally carried in the vehicles and needed during the journey.
Importation of personal effects of the crew of the road vehicle of either Contracting Party into the territory of the other Contracting Party shall be subject to the national legislation of the latter.

Article 10
Application of National legislation

For all matters which are not regulated by this Agreement, carriers and the crews of vehicles of one Contracting Party must respect the legal provision and regulations of the other Contracting Party, particularly those governing traffic-safety while they are driving in the territory of the latter or during their stay therein.

Article 11
Violations

(1) If a carrier or the crew of the vehicle infringe the laws and regulations applicable in the territory of the other Contracting Party, the provisions of this Agreement or the conditions stated in the transport permit, the competent authotiry of the country where the vehicle is registered may at the request of the competent authority of the other Contracting Party take the following steps:

(a) issue a warning to the carrier;
(b) discontinue the issuance of permits to the carrier for transports in the territory of the Contracting Party where the infringement was committed, or revoke a permit previously issued.

(2) The competent authorities of both Contracting Parties will inform each other of any infingement according to paragraph (1) as well as the measures taken.

(3) This Article shall apply without prejudice to any steps provided for by law which may be taken by courts or executive authorities of the Contracting Party in whose territory the infrigement is committed.

Article 12
Competent Authorities

Competent Authorities designated for the implementation of this Agreement shall be as follows:
In the case of the Government of the Islamic Republic of Iran:
The Ministry of Roads and Transportation
In the case of the Government of the Republic of Italy:
The Ministry of Transport

Article 13
Payments

1. All payments deriving from the application of the present Agreement shall be made in currencies which are convertible and freely transferable after all settlements of relative fiscal obligations.

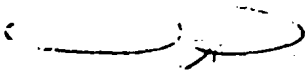
2. If an agreement for payment between the two Contracting Parties is concluded, payments referred to in paragraph 1 shall be effected according to the terms of such agreement.

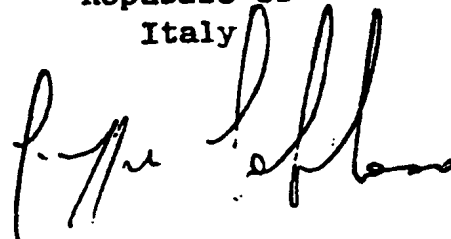
Article 14
Joint Commission

(1) The representatives of the Contracting Parties shall set up a Joint Commission that will regulate all questions regarding the implementation and application of the present Agreement.

(2) The Joint Commission shall convene at the request of each Contracting Party alternately in Iran or Italy .

Article 15

The provisions of the present Agreement shall not invalidate the international commitments undertaken by either Contracting Party based on the membership in a regional or subregional arrangement, economic multilateral international agreement.

Article 16

Entry into force and duration of validity

(1) This Agreement shall enter into force sixty days after the Contracting Parties have notified each other in writing through diplomatic channels that they have complied with the constitutional requirements for the entry into force of this Agreement.

(2) This Agreement is concluded for a period of one year.
Thereafter it shall remain in force subject to the right of either Contracting Party to give to the other Contracting Party, at any time, a six-month written notice of termination.

Done in Rome on 25-7-1990 (3-5-1369) in one preamble and sixteen articles in two original copies in the Farsi, Italian and English languages, all three texts being equally authentic. In case of divergent interpretation the English text shall prevail.

For
The Government of the Islamic Republic of Iran

For
The Government of the Republic of Italy

LAVORI PREPARATORI

Senato della Repubbliva (atto n. 2490):

Presentato dal Ministro degli affari esteri (DINI) il 2 giugno 1997.

Assegnato alla 3ª commissione (Affari esteri), in sede referente, l'8 luglio 1997, con pareri delle commissioni 1ª, 2ª, 5ª, 6ª, 8ª e 10ª

Esaminato dalla 3ª commissione il 30 aprile 1998.

Relazione scritta annunciata l'11 maggio 1998 (atto n. 2490/*A* - relatore sen. BOCO).

Esaminato in aula ed approvato il 13 maggio 1998.

Camera dei deputati (atto 4876):

Assegnato alla III commissione (Affari esteri), in sede referente, il 26 maggio 1998, con pareri delle commissioni I, II, V, VI, IX e X.

Esaminato dalla III commissione il 12 novembre 1998.

Relazione scritta annunciata il 13 novembre 1998 (atto n. 4876/*A* relatore on. LENTO).

Esaminato in aula il 30 novembre 1998 e approvato il 1° dicembre 1998.

99G0012

DOMENICO CORTESANI, *direttore*

FRANCESCO NOCITA, *redattore*
ALFONSO ANDRIANI, *vice redattore*

(1651319/1) Roma Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato S.

ISTITUTO POLIGRAFICO E ZECCA DELLO STATO

LIBRERIE CONCESSIONARIE PRESSO LE QUALI È IN VENDITA LA GAZZETTA UFFICIALE

ABRUZZO

◇ **CHIETI**
LIBRERIA PIROLA MAGGIOLI - DE LUCA
Via A. Herio, 21

◇ **L'AQUILA**
LIBRERIA LA LUNA
Viale Persichetti, 9/A

◇ **PESCARA**
LIBRERIA COSTANTINI DIDATTICA
Corso V. Emanuele, 146
LIBRERIA DELL'UNIVERSITÀ
Via Galilei (ang. via Gramsci)

◇ **SULMONA**
LIBRERIA UFFICIO IN
Circonv. Occidentale, 10

◇ **TERAMO**
LIBRERIA DE LUCA
Via Riccitelli, 6

BASILICATA

◇ **MATERA**
LIBRERIA MONTEMURRO
Via delle Beccherie, 69

◇ **POTENZA**
LIBRERIA PAGGI ROSA
Via Pretoria

CALABRIA

◇ **CATANZARO**
LIBRERIA NISTICÒ
Via A. Daniele, 27

◇ **COSENZA**
LIBRERIA DOMUS
Via Monte Santo, 70/A

◇ **PALMI**
LIBRERIA IL TEMPERINO
Via Roma, 31

◇ **REGGIO CALABRIA**
LIBRERIA L'UFFICIO
Via B. Buozzi, 23/A/B/C

◇ **VIBO VALENTIA**
LIBRERIA AZZURRA
Corso V. Emanuele III

CAMPANIA

◇ **ANGRI**
CARTOLIBRERIA AMATO
Via dei Goti, 11

◇ **AVELLINO**
LIBRERIA GUIDA 3
Via Vasto, 15
LIBRERIA PIROLA MAGGIOLI
Via Matteotti, 30-32
CARTOLIBRERIA CESA
Via G. Nappi, 47

◇ **BENEVENTO**
LIBRERIA LA GIUDIZIARIA
Via F. Paga, 11
LIBRERIA MASONE
Viale Rettori, 71

◇ **CASERTA**
LIBRERIA GUIDA 3
Via Caduti sul Lavoro, 29-33

◇ **CASTELLAMMARE DI STABIA**
LINEA SCUOLA
Via Raiola, 69/D

◇ **CAVA DEI TIRRENI**
LIBRERIA RONDINELLA
Corso Umberto I, 253

◇ **ISCHIA PORTO**
LIBRERIA GUIDA 3
Via Sogliuzzo

◇ **NAPOLI**
LIBRERIA LEGISLATIVA MAJOLO
Via Caravita, 30
LIBRERIA GUIDA 1
Via Portalba, 20-23
LIBRERIA L'ATENEO
Viale Augusto, 168-170
LIBRERIA GUIDA 2
Via Merliani, 118
LIBRERIA TRAMA
Piazza Cavour, 75
LIBRERIA I.B.S.
Salita del Casale, 18

◇ **NOCERA INFERIORE**
LIBRERIA LEGISLATIVA CRISCUOLO
Via Fava, 51;

◇ **POLLA**
CARTOLIBRERIA GM
Via Crispi

◇ **SALERNO**
LIBRERIA GUIDA
Corso Garibaldi, 142

EMILIA-ROMAGNA

◇ **BOLOGNA**
LIBRERIA GIURIDICA CERUTI
Piazza Tribunali, 5/F
LIBRERIA PIROLA MAGGIOLI
Via Castiglione, 1/C
GIURIDICA EDINFORM
Via delle Scuole, 38

◇ **CARPI**
LIBRERIA BULGARELLI
Corso S. Cabassi, 15

◇ **CESENA**
LIBRERIA BETTINI
Via Vescovado, 5

◇ **FERRARA**
LIBRERIA PASELLO
Via Canonica, 16-18

◇ **FORLÌ**
LIBRERIA CAPPELLI
Via Lazzaretto, 51
LIBRERIA MODERNA
Corso A. Diaz, 12

◇ **MODENA**
LIBRERIA GOLIARDICA
Via Berengario, 60

◇ **PARMA**
LIBRERIA PIROLA PARMA
Via Farini, 34/D

◇ **PIACENZA**
NUOVA TIPOGRAFIA DEL MAINO
Via Quattro Novembre, 160

◇ **REGGIO EMILIA**
LIBRERIA MODERNA
Via Farini, 1/M

◇ **RIMINI**
LIBRERIA DEL PROFESSIONISTA
Via XXII Giugno, 3

FRIULI-VENEZIA GIULIA

◇ **GORIZIA**
CARTOLIBRERIA ANTONINI
Via Mazzini, 16

◇ **PORDENONE**
LIBRERIA MINERVA
Piazzale XX Settembre, 22/A

◇ **TRIESTE**
LIBRERIA TERGESTE
Piazza Borsa, 15 (gall. Tergesteo)
LIBRERIA EDIZIONI LINT
Via Romagna, 30

◇ **UDINE**
LIBRERIA BENEDETTI
Via Mercatovecchio, 13
LIBRERIA TARANTOLA
Via Vittorio Veneto, 20

LAZIO

◇ **FROSINONE**
LIBRERIA EDICOLA CARINCI
Piazza Madonna della Neve, s.n.c.

◇ **LATINA**
LIBRERIA GIURIDICA LA FORENSE
Viale dello Statuto, 28-30

◇ **RIETI**
LIBRERIA LA CENTRALE
Piazza V. Emanuele, 8

◇ **ROMA**
LIBRERIA ECONOMICO GIURIDICA
Via S. Maria Maggiore, 121
LIBRERIA DE MIRANDA
Viale G. Cesare, 51/E-F-G
LIBRERIA L'UNIVERSITARIA
Viale Ippocrate, 99
LIBRERIA IL TRITONE
Via Tritone, 61/A
LIBRERIA MEDICHINI
Via Marcantonio Colonna, 68-70
LA CONTABILE
Via Tuscolana, 1027

◇ **SORA**
LIBRERIA PIROLA MAGGIOLI
Via Abruzzo, 4

◇ **TIVOLI**
LIBRERIA MANNELLI
Viale Mannelli, 10

◇ **VITERBO**
LIBRERIA "AR"
Palazzo Uffici Finanziari - Loc. Pietrare
LIBRERIA DE SANTIS
Via Venezia Giulia, 5

LIGURIA

◇ **CHIAVARI**
CARTOLERIA GIORGINI
Piazza N.S. dell'Orto, 37-38

◇ **GENOVA**
LIBRERIA GIURIDICA BALDARO
Via XII Ottobre, 172/R

◇ **IMPERIA**
LIBRERIA PIROLA MAGGIOLI - DI VIALE
Viale Matteotti, 43/A-45

LOMBARDIA

◇ **BERGAMO**
LIBRERIA LORENZELLI
Via G. D'Alzano, 5

◇ **BRESCIA**
LIBRERIA QUERINIANA
Via Trieste, 13

◇ **BRESSO**
LIBRERIA CORRIDONI
Via Corridoni, 11

◇ **BUSTO ARSIZIO**
CARTOLIBRERIA CENTRALE BORAGNO
Via Milano, 4

◇ **COMO**
LIBRERIA GIURIDICA BERNASCONI
Via Mentana, 15

◇ **CREMONA**
LIBRERIA DEL CONVEGNO
Corso Campi, 72

◇ **GALLARATE**
LIBRERIA PIROLA MAGGIOLI
Via Pulicelli, 1 (ang. p. risorgimento)
LIBRERIA TOP OFFICE
Via Torino, 8

◇ **LECCO**
LIBRERIA PIROLA - DI LAZZARINI
Corso Mart. Liberazione, 100/A

◇ **LIPOMO**
EDITRICE CESARE NANI
Via Statale Briantea, 79

◇ **LODI**
LA LIBRERIA S.a.s.
Via Defendente, 32

◇ **MANTOVA**
LIBRERIA ADAMO DI PELLEGRINI
Corso Umberto I, 32

◇ **MILANO**
LIBRERIA CONCESSIONARIA
IPZS-CALABRESE
Galleria V. Emanuele II, 13-15

◇ **MONZA**
LIBRERIA DELL'ARENGARIO
Via Mapelli, 4

◇ **PAVIA**
LIBRERIA GALASSIA
Corso Mazzini, 28

◇ **SONDRIO**
LIBRERIA MAC
Via Caimi, 14

◇ **VARESE**
LIBRERIA PIROLA - DI MITRANO
Via Albuzzi, 8

Segue: LIBRERIE CONCESSIONARIE PRESSO LE QUALI È IN VENDITA LA GAZZETTA UFFICIALE

MARCHE

◇ **ANCONA**
LIBRERIA FOGOLA
Piazza Cavour, 4-5-6

◇ **ASCOLI PICENO**
LIBRERIA PROSPERI
Largo Crivelli, 8

◇ **MACERATA**
LIBRERIA UNIVERSITARIA
Via Don Minzoni, 6

◇ **PESARO**
LIBRERIA PROFESSIONALE MARCHIGIANA
Via Mameli, 34

◇ **S. BENEDETTO DEL TRONTO**
LA BIBLIOFILA
Via Ugo Bassi, 38

MOLISE

◇ **CAMPOBASSO**
LIBRERIA GIURIDICA DI.E.M.
Via Capriglione, 42-44
CENTRO LIBRARIO MOLISANO
Viale Manzoni, 81-83

PIEMONTE

◇ **ALBA**
CASA EDITRICE I.C.A.P.
Via Vittorio Emanuele, 19

◇ **ALESSANDRIA**
LIBRERIA INTERNAZIONALE BERTOLOTTI
Corso Roma, 122

◇ **BIELLA**
LIBRERIA GIOVANNACCI
Via Italia, 14

◇ **CUNEO**
CASA EDITRICE ICAP
Piazza dei Galimberti, 10

◇ **NOVARA**
EDIZIONI PIROLA E MODULISTICA
Via Costa, 32

◇ **TORINO**
CARTIERE MILIANI FABRIANO
Via Cavour, 17

◇ **VERBANIA**
LIBRERIA MARGAROLI
Corso Mameli, 55 - Intra

◇ **VERCELLI**
CARTOLIBRERIA COPPO
Via Galileo Ferraris, 70

PUGLIA

◇ **ALTAMURA**
LIBRERIA JOLLY CART
Corso V. Emanuele, 16

◇ **BARI**
CARTOLIBRERIA QUINTILIANO
Via Arcidiacono Giovanni, 9
LIBRERIA PALOMAR
Via P. Amedeo, 176/B
LIBRERIA LATERZA GIUSEPPE & FIGLI
Via Sparano, 134
LIBRERIA FRATELLI LATERZA
Via Crisanzio, 16

◇ **BRINDISI**
LIBRERIA PIAZZO
Corso Garibaldi, 38/A

◇ **CERIGNOLA**
LIBRERIA VASCIAVEO
Via Gubbio, 14

◇ **FOGGIA**
LIBRERIA PATIERNO
Via Dante, 21

◇ **LECCE**
LIBRERIA LECCE SPAZIO VIVO
Via Palmieri, 30

◇ **MANFREDONIA**
LIBRERIA IL PAPIRO
Corso Manfredi, 126

◇ **MOLFETTA**
LIBRERIA IL GHIGNO
Via Campanella, 24

◇ **TARANTO**
LIBRERIA FUMAROLA
Corso Italia, 229

SARDEGNA

◇ **CAGLIARI**
LIBRERIA F.LLI DESSÌ
Corso V. Emanuele, 30-32

◇ **ORISTANO**
LIBRERIA CANU
Corso Umberto I, 19

◇ **SASSARI**
LIBRERIA MESSAGGERIE SARDE
Piazza Castello, 11
LIBRERIA AKA
Via Roma, 42

SICILIA

◇ **ACIREALE**
LIBRERIA S.G.C. ESSEGICI S.a.s.
Via Caronda, 8-10
CARTOLIBRERIA BONANNO
Via Vittorio Emanuele, 194

◇ **AGRIGENTO**
TUTTO SHOPPING
Via Panoramica dei Templi, 17

◇ **CALTANISSETTA**
LIBRERIA SCIASCIA
Corso Umberto I, 111

◇ **CASTELVETRANO**
CARTOLIBRERIA MAROTTA & CALIA
Via Q. Sella, 106-108

◇ **CATANIA**
LIBRERIA LA PAGLIA
Via Etnea, 393
LIBRERIA ESSEGICI
Via F. Riso, 56
LIBRERIA RIOLO FRANCESCA
Via Vittorio Emanuele, 137

◇ **GIARRE**
LIBRERIA LA SENORITA
Corso Italia, 132-134

◇ **MESSINA**
LIBRERIA PIROLA MESSINA
Corso Cavour, 55

◇ **PALERMO**
LIBRERIA S.F. FLACCOVIO
Via Ruggero Settimo, 37
LIBRERIA FORENSE
Via Maqueda, 185
LIBRERIA S.F. FLACCOVIO
Piazza V. E. Orlando, 15-19
LIBRERIA MERCURIO LI.CA.M.
Piazza S. G. Bosco, 3
LIBRERIA DARIO FLACCOVIO
Viale Ausonia, 70
LIBRERIA CICALA INGUAGGIATO
Via Villaermosa, 28
LIBRERIA SCHOOL SERVICE
Via Galletti, 225

◇ **S. GIOVANNI LA PUNTA**
LIBRERIA DI LORENZO
Via Roma, 259

◇ **SIRACUSA**
LA LIBRERIA DI VALVO E SPADA
Piazza Euripide, 22

◇ **TRAPANI**
LIBRERIA LO BUE
Via Cascio Cortese, 8
LIBRERIA GIURIDICA DI SAFINA
Corso Italia, 81

TOSCANA

◇ **AREZZO**
LIBRERIA PELLEGRINI
Via Cavour, 42

◇ **FIRENZE**
LIBRERIA PIROLA «già Etruria»
Via Cavour, 46/R
LIBRERIA MARZOCCO
Via de' Martelli, 22/R
LIBRERIA ALFANI
Via Alfani, 84-86/R

◇ **GROSSETO**
NUOVA LIBRERIA
Via Mille, 6/A

◇ **LIVORNO**
LIBRERIA AMEDEO NUOVA
Corso Amedeo, 23-27
LIBRERIA IL PENTAFOGLIO
Via Fiorenza, 4/B

◇ **LUCCA**
LIBRERIA BARONI ADRI
Via S. Paolino, 45-47
LIBRERIA SESTANTE
Via Montanara, 37

◇ **MASSA**
LIBRERIA IL MAGGIOLINO
Via Europa, 19

◇ **PISA**
LIBRERIA VALLERINI
Via dei Mille, 13

◇ **PISTOIA**
LIBRERIA UNIVERSITARIA TURELLI
Via Macallè, 37

◇ **PRATO**
LIBRERIA GORI
Via Ricasoli, 25

◇ **SIENA**
LIBRERIA TICCI
Via delle Terme, 5-7

◇ **VIAREGGIO**
LIBRERIA IL MAGGIOLINO
Via Puccini, 38

TRENTINO-ALTO ADIGE

◇ **TRENTO**
LIBRERIA DISERTORI
Via Diaz, 11

UMBRIA

◇ **FOLIGNO**
LIBRERIA LUNA
Via Gramsci, 41

◇ **PERUGIA**
LIBRERIA SIMONELLI
Corso Vannucci, 82
LIBRERIA LA FONTANA
Via Sicilia, 53

◇ **TERNI**
LIBRERIA ALTEROCCA
Corso Tacito, 29

VENETO

◇ **BELLUNO**
LIBRERIA CAMPDEL
Piazza Martiri, 27/D

◇ **CONEGLIANO**
LIBRERIA CANOVA
Via Cavour, 6/B

◇ **PADOVA**
LIBRERIA DIEGO VALERI
Via Roma, 114
IL LIBRACCIO
Via Portello, 42

◇ **ROVIGO**
CARTOLIBRERIA PAVANELLO
Piazza V. Emanuele, 2

◇ **TREVISO**
CARTOLIBRERIA CANOVA
Via Calmaggiore, 31

◇ **VENEZIA**
CENTRO DIFFUSIONE PRODOTTI
EDITORIALI I.P.Z.S.
S. Marco 1893/B - Campo S. Fantin

◇ **VERONA**
LIBRERIA L.E.G.I.S.
Via Adigetto, 43
LIBRERIA GROSSO GHELFI BARBATO
Via G. Carducci, 44
LIBRERIA GIURIDICA EDITRICE
Via Costa, 5

◇ **VICENZA**
LIBRERIA GALLA 1880
Corso Palladio, 11